LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 251
VENDREDI 12 JANVIER 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

CONTRE LE RÉARMEMENT 3e Front International

Chacun s'interroge avec inquiétude sur les possibilités de la 3e guerre mondiale. Et pourtant, à voir la marche des événements, les budgets militaires de plus en plus lourds, il n'est pas possible de croire à la paix, à cette paix fragile, à la santé incertaine dont les fossoyeurs précisent le diagnostic. La guerre de Corée a mis en évidence la mauvaise foi réciproque des belligérants et de celui qui agit par personne interposée jusqu'à ce qu'il jette le masque dans une guerre ouverte. On a vu la mauvaise foi de Mac Arthur franchissant le 38e parallèle et rapprochant ses forces des centrales hydroélectriques du Yalu pour permettre à la délégation américaine de relever le ton à Lake-Sucess.

On a vu également l'intervention soviétique aux côtés des Coréens du Nord relayée après l'échec, par les forces chinoises. Et l'on voit aujourd'hui 10 millions de réfugiés fuyant vers le Sud, des enfants gelés, perdus, mourant de faim : la guerre avec son cortège classique.

Cette « drole » de guerre de Corée offre non seulement un champ d'expérience pour les armes nouvelles, mais permet à messieurs les militaires américains, soviétiques et chinois, de corriger leur stratégie, et de tirer des leçons pour les guerres à venir plus meurtrières, plus totales.

La guerre de Corée reste une étape grave dans la guerre générale. Les antagonistes ont forgé leurs alliances, râflé les matières premières et bâtissent maintenant leur machine de guerre comme un chef-d'œuvre.

Il y a encore des optimistes pour dire que les géants de ce monde reculeront devant une guerre générale. Pourquoi reculeraient-ils alors qu'ils vont vers elle par leur intransigeance réciproque ?

L'économie américaine consacre actuellement les 7 % de sa production totale à des fins militaires, mais la politique de réarmement, avec ce que cela comporte de restrictions matérielles et syndicales et des privations de liberté permettra très vite d'atteindre les 40 %, part militaire dans la production totale pendant la deuxième guerre mondiale.

De son côté l'économie soviétique ne perd pas de temps, malgré le handicap des grandes destructions en Russie d'Europe :

Staline, dans son discours du 9 février 1946, invitait les soviétiques à produire dans la prochaine décade 60 millions de tonnes d'acier, 50 millions de tonnes de fonte, 500 millions de tonnes de charbon et 60 millions de tonnes de pétrole, et ces chiffres étaient indiqués comme couverture de sécurité.

Mais, une fois de plus, les événements n'iront-ils pas plus vite que la volonté des dictateurs et des « Démocrates », une fois de plus les grandes armées ne s'affronteront-elles pas avant d'avoir stocké le potentiel industriel estimé nécessaire, comme ce fut le cas dans la nuit du 21 au 22 juin 1941 ?

L'Allemagne, avec 40 millions d'habitants dans la partie occidentale et 18 millions dans la partie orientale, ne va-t-elle pas devenir une seconde Corée ? Et ce, avec l'appui possible de la germanophobie russe, exacerbée par la mise sur pied de divisions allemandes devant être intégrées dans la machine militaire du Pacte Atlantique ?

L'engrenage des événements rendant possible la guerre est en mouvement et les opinions publiques, dans une large part, soutiennent leurs dirigeants tout en détestant leurs institutions.

LE REARMEMENT FRANÇAIS

En France le réarmement est amorcé. Un surcroît d'impôts l'inaugure. Le tour de vis fiscal doit produire 140 milliards pour constituer avec diverses majorations un fonds d'armement de 355 milliards qui doivent s'ajouter aux 385 milliards de dépenses militaires que prévoit le budget, ce qui fait un total de 740 milliards. 740 milliards qui pèseront sur les prix déjà tendus, réduisant davantage encore le pouvoir d'achat et poussant aux heures supplémentaires.

Devant la gravité des événements internationaux, cette inflation déguisée qui va progressivement faire sentir ses effets, laisse indifférente l'opinion ouvrière qui voit l'avenir sombre.

L'ouvrier français se rend bien compte qu'il est placé à l'avant-scène de la grande tragédie qui s'élabore et que du heurt des deux géants sortira l'anéantissement complet. L'exemple coréen est là avec le va et vient des armées, les bombardements, les incendies des stocks non transférables et l'exode pitoyable.

Le travailleur français pressent tout cela sans se l'avouer et ce monde d'acier qui le prend à la gorge et le rend impuissant, l'angoisse !

A quoi sert alors ce tam-tam autour du relèvement européen avec les 9 milliards de dollars payés en deux ans par le contribuable américain, puisque les deux grandes coalitions qui vont s'acharner l'une sur l'autre pour imposer leur paix vont détruire en moins de temps qu'il faut pour l'écrire ce patient effort ouvrier ?

Les travailleurs ne vont-ils souffrir pour produire, que pour saigner et détruire, emportés par le vertige des propagandes de guerre et ce véritable appel au meurtre que constitue la fabrication des armements ? Le monde ne pourra-t-il s'unir et dompter les forces qui le déchirent qu'après avoir porté la guerre partout ?

Il est aujourd'hui des économistes qui estiment que la guerre est une « révolution sociale » parce qu'elle pousse à la technique et emporte les régimes que le discrédit public endure ! On nous citera la discipline militaire détruisant le système des castes aux Indes en mêlant dans la même existence et dans les mêmes dangers les titulaires de castes et les intouchables. Quel singulier cheminement emprunte l'évolution pour détruire des institutions que l'enchevêtrement des intérêts cristallise !

A peine un nation sort d'un assemblage de familles qu'elle base son existence sur une armée puissante et sur les hauts fourneaux, les cokeries, la grosse métallurgie qui forgent l'arsenal militaire nécessaire. Et dès lors de lourdes contraintes économiques et politiques pèsent sur les travailleurs qui, de ce fait, brisés **psychologiquement** ont de faibles moyens de réaction.

Cercle vicieux qui a toujours effrayé les révolutionnaires, leur montrant les énormes forces qu'il faudra abattre pour éclaircir l'avenir. L'année 1951 sera une des années les plus terribles et les plus décourageantes parce que le rythme d'armement des nations atlantiques ne laisse plus aucun doute sur leurs intentions qui ne sont pas moins cyniques que les intentions « pacifiques » des potentats de l'Orient.

Sur quoi désormais s'appuyer ? Comment pouvoir efficacement rejeter l'américanisme, le socialisme en tant que forces de guerre parce que conceptions rivales dans la reconstruction du monde ?

Le seul appui qui reste désormais aux travailleurs de tous les continents, colonisés au 1er et au 2e degré, c'est de s'accrocher à cette force morale qui peut vite devenir efficacement matérielle et qui a nom : **TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE.**

Le **TROISIEME FRONT REVOLUTIONNAIRE** rejoint la pure tradition sociale de la révolte du monde ouvrier international contre les oppresseurs classiques et transitoires. Il doit être le pôle attractif de ces centaines de millions d'hommes qu'écœurent la « civilisation » mécanique et esclavagiste que la bourgeoisie mondiale pourrissante incarne et que continue les technocrates d'obédience américaine et stalinienne. Le **TROISIME FRONT REVOLUTIONNAIRE** est désormais le seul espoir contre une guerre d'anéantissement qui traînera derrière elle les camps de concentration américains et staliniens.

S'il est absurde de chercher la paix derrière un stock de bombes atomiques ou la fin du capitalisme par des « victoires » de l'armée sino-soviétique, il est logique de rechercher la sécurité et la vie toute différente qu'elle détermine, à partir d'un **lien de classe**, authentique, international, à partir d'une **commune haine** des régimes policiers, des régimes de privilèges, afin que la [illegible] entre les travailleurs tombent et avec elle ce bellicisme ardent que bourgeoisies et dictatures cultivent comme un ciment de leur régime et comme le moyen d'atteindre leurs fins.

L'Occident pactise avec LA DICTATURE : Pleven, Attlee et Truman soutiennent Franco

LA tragédie internationale se poursuit sur le plan diplomatique avec toutes les menaces dont les événements sont tout imprégnés. La tension est extrême. Et les deux blocs prennent fiévreusement les mesures de sécurité qui doivent leur permettre de surmonter leur peur.

Une mesure de sécurité à l'Orient est vue à l'Occident comme agressivité non déguisée. Une militarisation échelonnée à l'Occident est considérée à l'Orient comme une provocation ouverte à la guerre.

Dans cet engrenage complexe, les opinions publiques sont malaxées comme dans une cuve et les poisons de la propagande font passer les esprits à tous les degrés d'impressions sur la nature des circonstances.

Pour l'instant, c'est la course aux bases, c'est la course aux appuis militaires parce que des deux côtés il faut mettre de la chair sur l'ossature des alliances.

Et voilà qu'il est question de l'Espagne et de Franco. Ce produit d'Hitler, de Mussolini et... de Staline a su jusqu'à maintenant éloigner les curiosités sur sa personnalité et sur son régime ; en effet, aucun homme d'Etat ne voulait entendre parler de lui. Il était là comme une ironie de la guerre antitotalitaire faite par les Anglo-Américains. Et voilà que les événements découvrent la position stratégique de l'Espagne, concierge de la Méditerranée occidentale, plaque tournante pour la protection de l'Afrique du Nord, porte-avions et bastion bourré de munitions, d'armes et d'hommes en cas où la frontière de l'Elbe serait balayée.

D'abord les pourparlers se sont faits en sourdine. Les produits industriels français et allemands étaient placés discrètement sur le marché espagnol. Il fallait s'entourer de garantie et de discrétion pour ne pas se compromettre avec le n° 3 du dernier fascisme. Puis progressivement les excès de pureté bourgeoise apparurent aux hommes d'Etat de l'Occident comme de l'enfantillage. L'Assemblée générale des Nations Unies vota une résolution autorisant les Etats membres à envoyer des ambassadeurs à Madrid. Il fallait très vite rétablir les relations diplomatiques. Franco faisait preuve de bonne volonté, il parlait du rocher ibérique, de la civilisation chrétienne, de la « barbarie bolchevique » et son ministre des affaires étrangères, Artajo Martin, insistait sur la puissance de l'armée espagnole en divisions.

Et pour remercier cette bonne volonté, le Congrès américain vota un crédit de 62 millions et demi de dollars à l'Espagne que le ministre espagnol du Commerce et de l'Industrie, Suanzes, décida de dépenser en coton, engrais, carburants et tracteurs, pour donner au paysan et à l'ouvrier espagnol les réflexes de devenir chair à guerre éclair et atomique. L'Europe « démocratique » doit être faite avec l'appoint franquiste de l'Espagne.

LE MARCHANDAGE

Si les Travaillistes anglais pénétrés de « réalisme politique » considéraient comme logique de renouer avec Franco, la S.F.I.O. considérant cette histoire comme ennuyeuse **parce que prématurée**, menaçait de refuser sa confiance au gouvernement et, par conséquent, d'ouvrir une crise ministérielle. La reconnaissance de Franco de suite après l'appui au réarmement allemand étant propre à mécontenter les socialistes de la base.

Or le sinistre aventurier, le tyran du peuple espagnol est maintenant en passe de recevoir ses lettres de créance de démocrate de la plus belle eau.

Les militaires américains considèrent comme indispensable la participation de l'Espagne « au plan de défense atlantique ». L'Espagne formerait le triangle avec la Grande-Bretagne et la Turquie, propre à l'installation de bases de bombardiers lourds.

Mais dans le fond les politiques anglais, américains et français répugnent, pour **des raisons psychologiques**, à traiter avec Franco ; le franquisme, comme régime fort et puissamment « anticommuniste », leur serait plus agréable **sans Franco**. Et ce d'autant plus que cet esprit **trouve son pendant** dans les milieux phalangistes, monarchistes, aristocratiques et catholiques de l'Espagne pour des raisons de rivalité et d'opportunisme. Les régimes de force n'aiment pas crier bien haut qu'ils le sont.

Mais Franco ne veut pas s'en aller. D'où la fameuse revendication sur Gibraltar, que les politiques anglais ont considéré comme une entrée en matière, revendication singulière suivie par l'offre de service traduite en quelques mots : Gibraltar n'est rien, mais l'Espagne TOUT ENTIERE avec ses ports et ses aérodromes, est tout. Malgré cette générosité, les politiques anglais rusés et tacticiens considérèrent d'abord que traiter avec Franco serait perdre moralement la face vis-à-vis de l'opinion « antifasciste » qui tient à un antifascisme passionnel. Il serait en conséquence moins nuisible de traiter avec un successeur.

(Suite page 2, col. 1.)

HISTOIRE VECUE

La lettre que nous publions ci-dessous relate des faits dont nous sommes en mesure d'attester l'authenticité. Nos lecteurs sauront en apprécier l'intérêt...

Usseglio Jean-Pierre, apprenti maccabée, au lampiste scribouillard chargé du recrutement de l'armée :

Monsieur,

On me remet à l'instant la lettre par laquelle vous voulez bien me faire connaître que « faute de m'être présenté au conseil de révision et de fournir des justifications suffisantes, des sanctions seront prises contre moi ».

Pour ne pas être considéré comme déserteur, je me vois obligé — malgré les circonstances — à vous renseigner sur le champ (d'honneur). Laissez-moi vous dire que je considérerais votre lettre comme une plaisanterie de mauvais goût si son inopportunité ne la rendait sinistre.

C'est qu'en effet, le chariot doit me prendre tout à l'heure et je vais avoir l'avantage de me faire couper un pied avarié (il y a quelques années en Hollande, où j'ai été parachuté) après qu'il ait eu l'insigne honneur de recevoir, pour contribuer à la gloire de l'armée, une des cinq balles qui m'ont traversé la paillasse.

Pied qui, soit dit en passant, serait bien mieux placé ailleurs)

Puisque vous me demandez de « joindre à la présente lettre toutes pièces justificatives », je vais demander au toubib de remettre à un ami une jambe coupée, qui vous sera expédiée par la poste, car je ne puis — à mon grand regret, soyez-en persuadé, — vous la porter moi-même.

Elle vous sera expédiée en recommandé, avec accusé de réception, car si, personnellement, je n'en fais pas grand cas, vous comprendrez que c'est tout de même une pièce dont je n'ai pas l'intention de vous fournir un double.

Je vous prie d'agréer..., etc.

PROBLEMES COLONIAUX

L'ETABLISSEMENT des grands empires coloniaux qui atteignirent leur apogée dans la seconde moitié du siècle passé obéit à des causes presque essentiellement économiques que le marxisme définit d'ailleurs valablement. Les puissances dites coloniales, une fois installées sur le sol conquis, qu'ont-elles fait ? Quelle sera la résultante de l'action divergente des colonisateurs et des colonisés ?

L'œuvre colonialiste, après un démarrage souvent difficile, s'est effectuée en conformité avec les causes originelles dans un sens strictement économique. La mise en valeur a été plus ou moins active selon les lieux et les populations, mais dans l'ensemble, les métropoles s'enorgueillissent des résultats obtenus. L'historien classique distingue fort superficiellement, les colonies dites de peuplement et celles, bien nommées, d'exploitation. En fait, toute colonie est terre d'exploitation et dans la mesure où le climat le permet, se peuple rapidement de métropolitains. La colonisation a eu comme effet direct de faire passer, en brûlant les étapes, la population autochtone de la forme sociologique dite de tribu à celle de bas prolétariat. Ce bas prolétariat, exploité comme rarement le fut chair à travail, a permis les super-bénéfices coloniaux, et par voie de conséquence, a donné au colonialisme un esprit d'entreprise apte à promouvoir les rapides évolutions économiques. Cette évolution économique sert, bien entendu, le capitalisme local et métropolitain, et se trouve à la base d'une astucieuse propagande qui leurre jusqu'aux coloniaux eux-mêmes (à vrai dire, les fils du colon y sont plus sensibles que les fils du colonisé).

Chemins de fer, routes, assainissements, tunnels, barrages, usines, ports, la statistique, qui est le plus mathématique des mensonges, tire grand profit des « réalisations ». Or, les prétendues (et parfois effectives) réalisations sont l'habituel levier de propagande des capitalismes. (Consulter l'americain « Victory » et stalinien « France-U.R.S.S. »). Le capitalisme colonial ne faillit pas à la tradition. En 1830, la Mitidja était un vaste marécage malsain, aujourd'hui, elle est l'un des plus riches terroirs algériens. L'art hispano-mauresque n'avait cessé d'accélérer sa décadence depuis sa gloire du 12e siècle. Aujourd'hui, les écoles artisanales le font revivre, voyez ces céramiques, ces tapis, ces cuivres. En 120 ans, la population indigène a quadruplé, des hôpitaux, des dispensaires luttent contre la tuberculose et autres fléaux (mais ces institutions peuvent-elles lutter contre l'atavisme et la sous-alimentation, source de la plupart des maux populaires). On est presque tenté de croire à la « mission civilisatrice » de la France. Mais lorsque l'économiste n'est pas accompagné d'un humaniste, il n'est pire menteur (du point de vue social). Hormis la minorité européenne (qui possède son prolétariat équivalent à celui de la métropole) et quelques marionnettes en burnous rouge constellé pour cérémonies officielles, le fellah vit aujourd'hui comme il y a un millénaire, le gourbi arabe et la tente nomade sont ce qu'ils étaient au 12e siècle et au delà. L'individu, il faut le dire, n'a pas évolué. L'évolution lui a même été refusée, car l'évolution de l'individu aboutit inexorablement à la Révolution des peuples.

Ainsi le colonialisme a tiré profit du sol et du sous-sol en tenant sous une étroite dépendance l'individu qui devait, avant tout, demeurer chair à travail et ne pas concevoir un autre destin.

Mais des « politiques » sont nés de la masse colonisée, assez semblables à nos bourgeois des révolutions communales. Une certaine agitation s'est créée et il a fallu actionner la soupape de sûreté. De là, l'octroi à la colonie d'un statut. De là, le terme de membre de l'Union Française ou d'état associé remplaçant le vocable injurieux : colonie; de là, la création d'un Parlement-croupion local dont la plupart des « politiques » se satisfont. Et l'agitation se résorbe partiellement. La colonie, le colon, le militaire subsistent, l'exploitation demeure, le vocabulaire seul a changé. Mais alors surgit un nouveau facteur d'agitation, le nationalisme. La soupape de sûreté ne joue pas pour lui. Le Parlement devient une tribune, les revendications pleuvent. Un nouveau hochet ou épouvantail (selon le cas) est brandi : l'Indépendance. C'est-à-dire la constitution d'un état débarrassé de la tutelle métropolitaine, la constitution d'une nation politique et militaire. L'exploitation continuera; le joug sera-t-il moins lourd ? La prétendue révolution nationaliste est-elle une étape ? Ce sont là d'autres questions auxquelles nous tâcherons de répondre.

MARTIN (M.L.N.A.).

Les 100 francs du "LIB" ...chaque semaine

RESOLU à mettre tout en œuvre pour assurer à notre journal une haute tenue et large diffusion, le C.N. a pris plusieurs initiatives, tant sur le plan rédactionnel que sur le plan financier.

Sur le plan rédactionnel, nous avons adressé à tous les camarades dont la plume est au service de notre idéal un appel leur demandant d'apporter leur collaboration au « Libertaire ».

Disons tout de suite que cet appel a été entendu. De nombreux camarades ont répondu et tous, sauf de rares exceptions, nous ont félicité de cette initiative, ainsi qu'en peuvent témoigner ces quelques extraits :

De Paul LAPEYRE : (Je m'associe de tout cœur à votre appel.)

De P.-V. BERTHIER : (J'ai bien reçu votre demande de collaboration. J'en assure déjà de multiples... Cependant je crois pouvoir vous envoyer de temps à autre un papier.)

De Louis LOUVET : (Bien sûr que j'accepte. Je dois même vous dire que j'ai été agréablement surpris...)

De IXIGREC : (J'accepte de participer la diffusion des idées émancipatrices qui forment notre lien commun et justifient notre activité.)

De Ch.-Aug. BONTEMPS: (Votre initiative me semble heureuse. Je vous souhaite sincèrement de réussir et, bien que je sois terriblement occupé, je m'en voudrais de ne pas répondre à votre appel.)

D'autres encore, que nous ne pouvons citer — qu'ils nous en excusent — faute de place. Et d'autres qui ne l'ont pas encore fait, répondrons, nous en sommes sûrs, à notre appel.

A ceux qui sont déjè venus, a ceux qui viendront, nous adressons notre salut fraternel . Et, aucune exclusive n'étant portée contre personne, nous souhaitons que tous répondent à notre appel dans le même état d'esprit que nous l'avons lancé : faire de notre « Libertaire » un grand journal.

Sur le plan financier, nous avons également lancé un appel. Là encore, cet appel n'est pas resté sans écho : le chiffre de cinq cents souscripteurs a été rapidement atteint.

A l'heure où tant de journaux croulent au milieu de l'indifférence de leurs lecteurs, il est réconfortant et encourageant de constater que le « Libertaire », lui, inspire à ses amis autre chose qu'une considération distinguée.

Il est « leur » journal, le seul journal révolutionnaire de ce pays. C'est pourquoi il ne peut disparaître.

Mais qu'il survive est insuffisant : il faut encore qu'il se développe. IL FAUT RAPIDEMENT ARRIVER A UN « LIBERTAIRE » SUR SIX PAGES.

C'est pourquoi l'effort ne doit pas faiblir : les 100 francs hebdomadaires doivent demeurer la réalité des mois qui viennent.

Alors, avec l'aide de tous, militants, lecteurs et rédacteurs, nous ferons de ce journal un organe puissant dont il faudra bien qu'on écoute la voix, comme nous ferons de la Fédération Anarchiste une organisation révolutionnaire dont l'influence grandissante cristallisera les énergies militantes de ce pays.

VIVE LE LIBERTAIRE !
VIVE L'ANARCHIE !
LE COMITE NATIONAL.

ACTUALITÉ BULGARE

SOUS le titre « Vote d'une loi pour la défense de la paix, en Bulgarie », « L'Humanité » du 26-12-50 écrit :

Le Sobranié (Assemblée nationale bulgare) a voté hier à l'unanimité une loi pour la défense de la paix, répondant ainsi au manifeste adopté par le Congrès de Varsovie.

Cette loi défend, sous peine de sanctions allant jusqu'à quinze ans de prison, l'incitation et la propagande pour la guerre et vise ceux qui, oralement, par la presse, par écrit, radio, film, théâtre, œuvre artistique et littéraire et de n'importe quel autre moyen encouragent l'accroissement des armements, l'utilisation des armes atomiques et bactériologiques, et professent et diffusent des doctrines de discrimination raciale en vue d'une future guerre.

En clair : La répression stalinienne se donne des armes nouvelles. Les Staliniens pensent-ils par là retrouver le soutien d'un peuple dont 90 % des éléments leur sont hostiles ?

Attention

AMIS LECTEURS, ne laissez pas passer la date du *15 janvier* pour vous abonner au *Libertaire*.

Passée cette date, l'augmentation sera effective.

Profitez du prix de l'abonnement actuel.

6 mois 250 fr.; 1 an 500 fr.

C.C.P. Etienne Guillemau Paris 5072-44

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Vive la République !

TOUT français digne de ce nom est républicain. Qui aujourd'hui oserait se proclamer fasciste, monarchiste ou bonapartiste ? Qui oserait se proclamer ennemi de la liberté ? Même (et surtout) les staliniens sont républicains. Les gaullistes également. Les émerpéistes, la S.F.I.O., les Radicaux, l'U.D.S.R., le P.R.L., et j'en passe, sont républicains. Les B.O.F., les agents de change, les clochards, les industriels, MM. Villier, Jouhaux, Racamond et Cie, les généraux, les Peyré, les Joano, les Gouin, le juge d'Arras, les anciens combattants, les curés même ; les pères de famille nombreuse, ceux de Saint-Ouen, ceux de Passy, tout le monde est républicain ! Et tout ça — oui, je sais, ça fait d'excellents Français — des Français libres parce que républicains..

Avant de partir au marché, à la recherche de trognons de choux abandonnés, mon voisin, économiquement faible de son état, me disait hier encore : « La République, Monsieur, voilà le système le plus juste, le plus humain ». Mon crémier, lui aussi, pense de même, surtout depuis qu'il s'est offert une « traction ». Mon patron suit le mouvement. Il aurait tort d'ailleurs de nourrir une opinion différente. N'est-il pas libre ? Libre de me payer 75 fr. de l'heure ? Et moi, ne suis-je pas libre d'accepter ou de crever de faim ? C'est beau quand même la liberté. Et je frémis d'ardeur quand je songe que très bientôt je vais être libre de payer des impôts pour la défense de la République. Qu'ensuite on m'enverra un uniforme tout neuf et à titre gracieux. Avec un beau fusil. Et des cartouches. Pour défendre ma liberté. Vous savez, celle qui est inscrite sur la table des lois. Celle qui fabrique les actionnaires et les clodos. Vous savez... Non ! Vous ne savez pas. Vous ne connaissez pas le bonheur qui vous attend : celui de défendre la liberté. Celle qui brille comme un diamant au fond du cœur de tout homme. La liberté ! Celle qui me fera prendre le fusil et rejeter l'uniforme. Afin de ne pas être un cannibale. Ni un républicain. Mais un homme.

OLIVE.

LES LIVRES

ALBERT CAMUS

Un Témoin de la Liberté

POUR la noblesse de son style et de sa pensée qui contrastent tellement avec la manière constipée de Gide, Albert Camus a rapidement acquis sur la jeunesse de ce temps une influence virile et virilisante, qui relaie heureusement celle du tortueux Ménalque.

On connaît en gros son évolution : elle l'a conduit du désespoir existentialiste, durant le déchaînement absurde du monde moderne, à la révolte la plus féconde, celle qui oppose à l'arbitraire des éléments l'effort stoïque de l'homme pour organiser la terre. On peut espérer d'ores et déjà, que le jeune écrivain saura étayer peu à peu le geste de son défi, en lui assurant cette assise terrestre et charnelle, ce perpétuel recours aux sources chaudes de la vie qui prête par ailleurs à la méditation d'un Saint-Exupéry son infine résonnance...

Il recueille aujourd'hui, sous le titre d'*Actuelles*, les chroniques de plus en plus espacées où il exprima ses réactions devant les événements des six dernières années. On ne relit pas sans sourire, d'un rictus désabusé, les premiers éditoriaux de *Combat* : Camus s'y efforçait, durant les journées tricolores de la Libération, « d'introduire le langage de la morale dans l'exercice de la politique ».

L'exigence de pureté qui lui dictait ces adjurations naïves à la presse et aux partis de la Résistance, dans l'exaltation du combat victorieux, s'égarait parfois aux malédictions contre « les traîtres ». Ici, le sourire se fige en relisant. « La fièvre de ces années, le souvenir des amis assassinés » expliquent, sans les excuser, les emballements de l'intellectuel qui, de son tribunal, encourageait les bourreaux à frapper terriblement.

Du moins, ces jugements sommaires, qui ajoutaient à la haine au nom de la justice, Camus les prononçait-il en fonction de certaines constantes auxquelles l'expérience, en élargissant sa vue du drame, allait indiquer une voie plus exacte, plus difficile aussi. En 1945, la bombe d'Hiroshima, en éclairant de cette aveuglante lueur que les Japonais nomment « le soleil de la mort » les spasmes d'une humanité hystérique de sang, intègre le mensonge d'un pays dans le mensonge d'un monde.

Et quel est ce mensonge ? C'est celui qui couvre les moyens au nom de la fin, et la mystification pseudo-révolutionnaire, qui justifie le sacrifice des individus par le salut de l'espèce, vaut le chantage des gouvernements, qui renforcent leurs polices pour défendre la liberté et qui préparent la guerre pour mieux sauver la paix.

Les avertissements de Camus, quant aux dangers de la politique de puissance, trouvent une actualité saisissante en ces jours-ci, où le prétexte coréen vient de légaliser tous les abandons. Il n'est pas jusqu'au journal où Camus écrivit longtemps qui n'apporte aujourd'hui sa poudre aux canons, vouant aux poteaux les anciens compagnons : « Nul, à moins de sciemment confondre pacifisme et trahison, affirme l'éditorialiste honteux du 29 septembre, ou de se réfugier dans d'élégantes contradictions intellectuelles, ne saurait refuser le réarmement du pays sous le cadre d'une Europe assez forte... »

Le *Combat* continue comme on voit, mais ce n'est plus le même. Le *Combat* continue, aux gages de M. Smadja, mais ce n'est plus le nôtre. Ce n'est plus celui de Camus, que ses textes des dernières années nous montrent engagé peu à peu dans la vraie résistance, celle qui le dresse au nom de « ce qui peut encore être sauvé » contre les ivresses qui alimentent les camps et les charniers.

L'hypnose des slogans et de la terreur, supplantant jusqu'aux anciens mobiles égoïstes de la vanité et de l'ambition, arme progressivement une humanité de robots, qui semble sortie des cauchemars vraiment prémonitoires d'un Kafka. A la faveur du délire totalitaire, qui écartèle le monde entre des idéologies également messianiques, les bureaux et les polices enferment dans leurs statistiques, leurs fiches, leurs empreintes, une humanité de « silhouettes » anonymes, abstraites.

Camus rejoint ici la protestation désespérée du Roumain Georghiu en sa *Vingt-cinquième Heure*. Il la corrige, toutefois, d'un optimisme foncier d'occidental, qui oppose à la grande mise en carte le bon sens anarchique des individus. Et l'admirable allocution qu'il a prononcée à Pleyel en décembre 1948, et sur laquelle se ferme ce recueil, définit le rôle de l'artiste, dans le monde de plus en plus concentrationnaire.

Il est, par vocation profonde, « le témoin de la liberté », contre les empiètements de la loi et la prétention des idéologistes. Il témoigne contre les abstractions totalitaires, pour « les quelques valeurs sans lesquelles un monde, même transformé, ne vaudrait pas d'être vécu », et qui sont la chair, la beauté naturelle, le simple bonheur des êtres. Acharné à préserver en lui et autour de lui la modulation fragile de la vie, il devient parmi les révoltés, l'image même de la révolte.

Jean VITA.

La Fédération espagnole des déportés proclame :

TRAHISON DE L'O.N.U.

NOS camarades de la Fédération Espagnole des Déportés et Internés Politiques ont adressé à M. Trygve Lie, secrétaire général de l'O.N.U. une lettre ouverte protestant contre l'attitude de celle-ci envers l'Espagne franquiste.

De cette lettre, que le manque de place ne nous permet pas de reproduire intégralement, nous extrayons les principaux passages suivants :

Monsieur le Secrétaire Général,

Le 28 octobre dernier, nous vous avons adressé par notre lettre E/CE n° 735, un volumineux dossier contenant des preuves concrètes et irréfutables du caractère totalitaire du régime imposé à l'Espagne par le général Franco, avec l'aide des forces fascistes germano-italiennes.

Décevant nos espoirs sans doute naïfs puisque basés sur la foi dans l'honnêteté et dans la liberté, les Nations Unies viennent, par leur récent vote, de signer un acte de démission qui, ouvrant les voies à toutes les équivoques, légitime d'un seul coup les milliers de crimes commis par le régime franquiste en trahissant les victimes qui sont tombées pour la défense des principes auxquels a failli la majorité de cette Assemblée générale.

Il est sans doute curieux et déconcertant de constater que le Plan de Paix dit « Plan Acheson », adopté par l'Assemblée Générale précise au point 5 : « Déclaration indiquant que la Paix dépend du respect des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'établissement du bien-être économique et social de tous les pays » et que, par contre, à quelques heures d'intervalle seulement, l'Assemblée générale, dans une flagrante contradiction avec les principes de la Charte évoquée ci-dessus, légitime un régime qui bafoue avec une insolence inouïe les droits de l'homme les plus élémentaires et sous lequel le bien-être économique et social n'existe pas.

Evidemment, on peut avancer, preuves à l'appui, que des nations autres que l'Espagne franquiste présentent un caractère totalitaire analogue. Sur ce point seulement notre organisation a bien précisé la question puisque nous mentionnons sur notre plainte : « S'il y a malheureusement encore plusieurs parties du monde et dans des pays membres de cette institution des régimes politiques selon lesquels des lois de répression s'exercent au mépris du Droit et de la Justice, il en est un autre où, depuis onze ans, les actes de barbarie propres à révolter toute conscience humaine se succèdent sans interruption, etc... ».

Nous, anciens combattants de la Résistance, qui avons souffert pour la cause de la Liberté, qui avons lutté et continuerons à lutter contre tous les fascismes quels qu'ils soient, avons averti en temps utile des graves conséquences que peut entraîner, tôt ou tard, à l'intérieur de l'Espagne, la permanence du régime franquiste et de sa phalange. Le monde, qui se réclame des Droits de l'Homme et des principes de la démocratie, a acculé tout un peuple au désespoir. Mais ce peuple est résolu à ne pas laisser consommer le crime pour lequel on veut le sacrifier. Il est fatal qu'il se dispose au suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression et ceci en fonction des principes mêmes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme susmentionnés.

Si les Nations Unies ne croyaient pas devoir, dans un bref délai, apporter au problème espagnol une solution qui mette fin au criminel système qui soumet le peuple de notre pays au pire des esclavages et à la misère la plus effroyable, les Espagnols anti-franquistes, sans exception, seraient en droit de se considérer dégagés de toutes obligations résultant des promesses qui ont été faites à plusieurs reprises d'éviter à l'Espagne les atroces calamités de la vengeance ou de la révolte légitime.

Nous vous prions, monsieur le Secrétaire Général, d'accepter ces réflexions et de bien vouloir les porter à la connaissance des Etats membres des Nations Unies. Elles émanent de gens très modestes, certes, mais qui, par leur expérience, n'en sont pas moins à même de prévoir pour le peuple espagnol des jours tragiques dont la responsabilité incomberait entièrement aux membres de l'Assemblée qui, avec un incroyable cynisme, ont osé accorder au général Franco une patente d'honorabilité.

Veuillez agréer, Monsieur...

L'Occident et Franco

(*Suite de la première page*)

Mais une poussée des événements presque inattendue : le recul et l'encerclement des forces atlantiques en Corée, les menaces soviétiques en cas de la militarisation de 150.000 Allemands, ont fait passer au second plan les nuances psychologiques, et voilà Franco fortifié par une triple nomination, proclamée ou déjà faite, d'ambassadeurs anglais, américains et français.

Cela montre d'une manière éclatante que lorsqu'il s'agit d'intérêts valant la peine de décontenancer les confiances ou les croyances populaires, les hommes d'Etat n'hésitent pas, d'autant plus que **la psychose de guerre européenne protège ce jeu diplomatique**, quelle importance peut encore avoir ce dualisme : fascisme, antifascisme ?

Le fascisme est partout, soit à l'état latent, soit à visage découvert. Il est en U.R.S.S. depuis l'écrasement des forces révolutionnaires ; il se développe aux Etats-Unis en rapport avec les développements du budget militaire ; il prend racine en France avec la naissance des forces répressives dites « de surface », et il croîtra très vite, l'impatience de De Gaulle en témoigne.

Le fascisme, brutalement ici, inégalement là, gagne l'Europe ; les préparatifs de la guerre l'alimentent, la guerre lui donnera sa face bestiale, avec les névroses, le déséquilibre psychologique, les ruines, la terreur policière et la hantise atomique.

Un dernier espoir demeure, faible sans doute, mais espoir quand même : que les événements **névralgiques** ne se déroulent pas comme les chefs militaires des 2 blocs le désirent ou que dans le cas d'embrasement continental et planétaire les institutions militaires, nerfs des Etats, soient emportées et que dans l'entr'égorgement général les travailleurs découvrent dans l'union internationale le pivot de rapports pacifiques.

THIERRY.

Moyen-Orient

LES POINTS de friction entre les « deux grands », Asie, Balkans, Autriche, etc., ne sont sans doute pas suffisamment nombreux. Et le Pacte Atlantique sera un jour élargi aux pays du Moyen-Orient, nous apprend-on « La Parole », journal israélien, du 5 janvier, s'exprime ainsi : « Ainsi donc, entre une Europe que les deux protagonistes mondiaux seraient tentés éventuellement de transformer en terrain de négociation et une Asie en pleine ébullition, le Moyen-Orient, AVEC SA RICHESSE FABULEUSE EN PETROLE ET SON IMPORTANCE STRATEGIQUE CONSIDERABLE (1), demeure l'objet d'intenses tractations, de calculs passionnés ou machiavéliques sur d'éventuels champs de bataille ».

INTENSES TRACTATIONS

1) M. Venizelos, premier ministre de Grèce, se prononce dans une interview au journal « La Bourse Egyptienne », pour la conclusion d'un pacte de la Méditerranée orientale, qui unirait Grèce, Turquie, Italie, Yougoslavie et pays du Moyen-Orient et serait lié au Pacte Atlantique.

2) Les relations entre Israël et la Turquie tendent à devenir de plus en plus étroites : contacts militaires, économiques et culturels bénéficiant du soutien des diplomates américains et britanniques. De plus, Moshe Dayan, commandant des forces israéliennes, s'est entretenu avec les chefs civils et militaires turcs, ce qui donne à penser que les deux républiques non arabes du Moyen-Orient envisageraient une alliance militaire. Aux dernières nouvelles, M. Eliezer Deckel, chef du département maritime du ministère de la Défense israélienne, a quitté Jérusalem pour Ankara.

3) L'Irak et la Jordanie qui sont les Etats arabes les plus favorables aux Britanniques, pourraient même se joindre à l'alliance turco-israélienne.

4) Du côté de la Ligue arabe, M. Nazem Coudsi, président du Conseil syrien, a mis en avant un projet de pacte de sécurité pan-arabe avec coordination militaire. Le général Sir Brian Robertson, commandant en chef des forces terrestres britanniques au Moyen-Orient, doit se rendre à Damas, ce qui a probablement pour but l'étude des conséquences du plan Gourdsi sur le plan militaire. Londres a même contacté certains milieux israéliens non officiels pour obtenir l'installation de bases militaires le long d'une route à construire entre Akaba et Ghaza, route ultérieurement reliée avec la Jordanie.

Si la réponse israélienne a été négative, il est peu probable qu'au sortir d'une guerre avec les Arabes, le Gouvernement israélien envisage des négociations, même pour lutter contre le péril bolchévique, les Anglais ne perdent donc pas tout espoir et c'est ainsi que la presse, de « l'Observer » au « New York Times », faisait ressortir qu'Israël doit entrer en conversation avec l'Occident sur « l'organisation de la sécurité.

5) Il s'amorce un rapprochement anglo-israélien. (Décidément les inimitiés héréditaires s'oublient vite. Et la peur des périls « rouge » et « jaune » réunis a tôt fait oublier aux Palestiniens qu'ils avaient subi le joug britannique de longues années durant. Nous ne pourrions que nous féliciter si ce rapprochement s'était fait entre les deux peuples et non entre les gouvernements.)

Nous n'en sommes encore qu'au stade des visites de personnalités : M. Beoven Bourstein, chef du département international de la Histadrouth (C. G. T. israélienne) vient de visiter la Grande-Bretagne où il a été reçu au Foreign Office. M. John Mikardo, membre de l'Exécutif du Labour Party, est invité par la Histadrouth. Il a fait un exposé sur les efforts du mouvement ouvrier britannique pour le maintien de la paix mondiale (ô, ironie !)

Et nous n'en sommes qu'au stade des déclarations ambiguës ! C'est ainsi qu'Azzam Pacha, secrétaire de la Ligue Arabe, déclarait récemment « que la Grande-Bretagne essaie de faire peur aux Egyptiens en laissant filtrer de prétendues informations sur une prétendue alliance sur le point d'être conclue avec Israël ! ».

6) Ankara témoigne d'un empressement excessif à régler ses contacts avec Madrid dès le vote favorable avec Franco émis à Lake-Success.

Ainsi, comme nous le déclarions au début de notre article, les points de friction vont se multiplier. Non contents d'avoir les yeux fixés sur l'Asie, il faudra que nous faisions attention à la Méditerranée car, comme le dit « La Parole » : « Un cliquetis d'armes retentit partout, mais il n'est plus centré sur l'Europe. Un coup d'œil jeté de sang-froid sur l'état du monde en ce vrai début de demi-siècle nous livre la clé : le CENTRE D'ACTION est passé en Extrême-Orient, tandis que les manœuvres souterraines ont pour théâtre le Moyen-Orient..., ce qui ne diminue, d'ailleurs en rien, l'intérêt stratégique et historique de l'Europe sous l'angle d'un conflit à l'échelle mondiale ».

Le « Libertaire » saluait, il y a quelques années, la naissance de la jeune Communauté Israélienne où il croyait trouver un « levain » pour le Moyen-Orient, il constatait que cette contrée pourrait, par son évolution rapide, nous causer quelques surprises. Et il déplorait qu'il n'y ait pas plus d'anarchistes dans les « Kibboutzim » et autres collectivités agricoles et industrielles. Les surprises sont là, en effet, quoique d'un tout autre genre. Pour le moment, les pays du Moyen-Orient envisagent les problèmes de « sécurité régionale dans cette région vitale du monde ». Mais nous ne pensons pas qu'impunément on embrigade Israéliens, Arabes et autres Moyen-Orientaux dans des pactes atlantico-méditerranéens et nous gageons que le « levain », le « ferment » moyen-oriental que signalait le « Libertaire » il y a quelques années, s'il nous cause aujourd'hui quelques surprises, pourrait en causer de plus désagréables encore aux gouvernants.

Henri MAY.

(1) C'est nous qui soulignons.

L'Etat et la Religion

— Nous assistons depuis une dizaine d'années, au renouveau de la puissance religieuse, renouveau est peut-être terme impropre à définir cette réalité, qui réapparaît plutôt qu'elle renaît. L'Eglise ayant pour siège Rome, s'est trouvée pendant une période de quelques années, contrainte à camoufler son action. Elle n'a jamais cessé d'influencer fortement les grands courants politiques. Elle était présente dans toutes les formations dites « de droite », et ses hommes ont même pénétré dans la trop célèbre escroquerie du « Front Populaire ».

— D'autres églises politiques, voire certaines fractions de libres-penseurs, ont constamment défendu la morale, l'autorité et la loi. Si le Dieu traditionnel des religions est absent, ces églises n'en agitent pas moins des drapeaux, un patriotisme stupide ou tout autre fétichisme ressemblant par la valeur du symbole, au crucifié des catholiques. La vertu civique compense largement la foi, quand celle-ci n'apparaît pas.

— Ainsi, nous pouvons affirmer que la religion défendue et pratiquée par les déistes ou les laïcs, a toujours gardé son pouvoir sur l'ensemble des « masses ». Le fait qu'actuellement, les individus se déclarant les représentants de Dieu sur la terre, puissent par leur activité néfaste prendre une place qu'ils avaient perdue, ne saurait nous inquiéter. Notre lutte est effective contre tous ceux qui s'accordent pour opprimer l'individu, et nous ne sommes pas loin de penser qu'il est préférable de voir une soutane là où sévissait un veston. Le danger apparaît ainsi beaucoup plus clairement aux hésitants et indécis. Pour nous, c'est le même combat qui se poursuit.

— S'attaquer à la religion et combattre le cléricalisme ne saurait nous satisfaire, comme ce fut hélas le cas pour trop de ces anciens « anti-cléricaux », qui pensaient avoir porté le coup fatal en refusant de parler au curé. Pour être positive, l'action anticléricale doit s'appuyer sur des bases solides et il ne saurait être question de séparer cette lutte du combat antiétatiste, et du refus de la mystique de soumission.

— Tous ceux qui ont suivi l'évolution de la fameuse séparation de l'Eglise et de l'Etat, ont pu constater que si la loi a été promulguée, aucune manifestation officielle n'a pour autant échappé à la griffe de l'Eglise. Le corps des aumôniers militaires, tout comme le prêtre qui officie au pied de la guillotine, ont conservé leur « privilège » pour le salut des âmes.

— Pour quelle raison ce privilège ? Nous ne saurions mieux dire qu'en rapportant ce témoignage du grand tyran Napoléon.

« La Société ne peut exister sans « l'inégalité des fortunes, et l'inégalité « des fortunes ne peut exister sans la « religion. Quand un homme meurt « de faim à côté d'un autre qui regorge « il lui est impossible d'accéder à cette « différence, s'il n'y a pas là une auto- « rité qui lui dise : Dieu le veut, il « faut qu'il y ait des pauvres et des « riches dans le monde, mais ensuite « et pendant l'éternité, le partage se « fera autrement. »

Ce qui lui permettait de dire « Avec mes gendarmes et mes prêtres il n'y a rien que je ne puisse faire ».

— La collusion Eglise-Etat ne saurait être mieux définie, ce despote sachant de quoi il parle. C'est pourquoi notre lutte contre la religion est toujours menée de front avec le combat contre l'autorité, source d'oppression. C'est pourquoi nous voulons la suppression de l'Etat et du régime d'exploitation dont profitent les castes capitalistes, politiques ou étatistes.

— Notre action est essentiellement constructive en ce sens que nous proposons, non des mots d'ordres plus ou moins démagogiques, mais une conception sociale et économique d'où seront bannies les privilèges hiérarchiques et les mensonges qui n'auront plus d'objets, ne servant plus les intérêts inégaux.

Le Groupe de Nice.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re REGION

LE HAVRE. — 1er et 3e dimanche, de 10 h. à 12 h., café Les 6 Billards, 56, Cours de la République.

LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2e REGION

PARIS-XIVe. — Réunion le 24, à 20 h. 30, local habituel.

PARIS-XVe. — 1er et 3e jeudi à 21 heures, 31, rue du Général-Beuret. (Métro : Vaugirard.)

PARIS-XIXe. — C. Berneri. — La prochaine réunion du groupe aura lieu le mercredi 17 janvier, à 21 heures, local habituel.

Les nouveaux adhérents de la F.A. du Secteur seront convoqués individuellement. Présence indispensable de tous.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe invite les militants et sympathisants aux réunions qui se tiennent chaque samedi, à 20 h. 30, au « Petit Cyrano », place de la Gare.

Le samedi 13 janvier, un camarade fera un exposé sur la question.

— De la responsabilité individuelle à l'action collective.

Une discussion suivra...

Présence de tous indispensable.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Réunion tous les mardis, à 21 h., 104, bd Jean-Jaurès. Métro Marcel-Sembat.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Permanence tous les mercredis à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris.

Réunion générale le mercredi 31 janvier, à 20 h. 45, même adresse. Invitation à tous.

ST-DENIS ET ENVIRONS. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, café Pierre, salle du premier étage, 51, Bd Jules-Guesde, à côté de l'église neuve.

USINE RENAULT. — Les sympathisants de l'usine sont invités à contacter les vendeurs du « Lib », pour travail effectif, au sein de l'usine, le jeudi soir, avenue E.-Zola.

SECTEUR OUEST. — Réunion le 14 janvier, à 9 h. 1/2, adresse habituelle. Représentation indispensable de tous les groupes du secteur.

4e REGION

Le MANS. — Réunion du groupe le premier vendredi du mois, à 20 h. 30, salle 18, Maison Sociale. Renseignements et adhésions à P. Mauger, 14, av. L.-Cordelet, Le Mans.

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignement : tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, café Bozec, quai des Indes.

SAINT-NAZAIRE. — Pour venir en aide au journal, libertaires et amis sont invités à passer chez Bidé Félix, bâtiment F 1 (3e étage), groupe Gambetta, le dimanche, de 10 heures à midi, qui transmettra les fonds recueillis.

7e REGION

THIERS. — Pour Thiers et la région, pour abonnements, librairie et propagande, les camarades sont priés de se mettre en relation avec Dugne Rémy, aux Fichardies, Thiers (Puy-de-Dôme).

8e REGION

LYON. — Samedi 13, à 16 h., au siège : Renouvellement des postes responsables. Présence indispensable.

Samedi 13, à 18 h. : Réunion de la C.A. de la 8e Région, café « Bon Accueil », 71, rue de Bormel.

LYON CENTRE. — Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations.

LYON-JEUNESSE. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, rue des Chartreux, Lyon-Croix-Rousse.

9e REGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

ROYAN. — Cercle Makno. Un groupe de sympathisants libertaires est formé. Pour renseignements s'adresser à Sanchez Marcel, Maine Arnaud, à Royan.

10e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les deuxième, troisième et quatrième vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg. Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée, rue Saint-Sernin.

12e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Assemblée générale du groupe ouverte à tous les militants le dimanche 14 janvier, à 10 heures précises, Bar Provence, Cours Lieutaud.

Courrier Administratif

Les groupes sont priés de commander le matériel FA, timbres et cartes, et de régler ce qui est dû.

Le Comité de Gestion.

LETTRES ET POESIE

Plusieurs camarades aimeraient entrer en contact avec des jeunes libertaires écrivant poésies ou autre, ou intéressés aux questions littéraires d'avant-garde. Ecrire à Guy Bourgeois, 1, place Saint-Pierre, Mâcon.

1951 Le calendrier du "Lib" sera entre toutes les mains

Passez votre commande d'urgence.

Prix 80 fr. - Franco 95 fr.
par 10 Ex. 10 % de Remise
C.C.P. E. Guillemau
Paris 5072-44

Les 100 frs du "Lib"

X.	100	Gpe Boulogne	1.100	Llop	150	av. Laumière	100
Fayolle	300	J. Menoux	1.000	Lola	125	Favy	100
Le Goff	200	Gd-père	200	Tagarian	100	Homeralès	100
Schmather		Gpe Est	700	René Berger	1.000	Daniel et Raymonde	300
(Bruxelles)	500	»	105	Compain	120	J. Lamonise	200
Delaveau	100	Un éducateur	130	Bidard	100	St-Ruquier	100
Jean	130	Saunier	1.000	Carlo	418	Godefranc	100
Vve de guerre	200	R. L. L.	100	Santiago	100	Miquel	200
Mauran	200	Bus-Flandre	300	Theo	200	Marchandeau	380
Giné	200	E. Veran	100	Marquille fr.	200	Fabry	590
Eric	170	Faroux	100	Mauralt	200	Louis	100
Pierre	200	X.	140	Audic	100	Rotot	250
Max et Lulu	500	Gpe Est	900	X.	100	Janin	140
Robelin	300	Etienne G.	200	Parent	100	Un chauffeur St-Lazare	200
Tadone	100	Coco-Reims	140	Montagu	200	Un voyageur St-Lazare	100
Minalier	100	Sect. Reims	225	Fassot	240	Un sympathisant	200
Burot	300	Toury	100	Mikey	200	DX Compiègne	500
Charles	100	Keravis Est	100	Drach	200	Maureu	210
Le Bastard	200	Une ajiste	100	Caral	500	Lantuejoul	400
Jean	200	Cerles	100	Amable	300	Noël	1.000
Berthe	250	J. B	200	Deneuter, Henriette		Joly	100
Duverger	100	Dauriac	200	Descamps	500	Colombino	100
Un Espagnol St-Lazare	100	Renaut	100	Descamps	100	Mary-Delarue	140
Kanada IX.	100	Gpe St-Denis	200	Descamps	210		
Gpe Renault	600	Bourdon	500	Gpe Est	100		
Guoin	150	Satard	220	Lucien	200		
Gino	200	Giton	120	Gido	100		
Le Blanco	400	Legrand	1.000	Hubert	100		
		Clochereau	100	Gd Jacques	100		

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2e REGION

PARIS-EST

Lundi 15 janvier, à 21 heures
Salle Pacra, 12, boulevard Beaumarchais
(Métro Bastille)

Histoire du Mouvement Anarchiste

par Jean MAITRON
Docteur ès Lettres

*

2e REGION

ASNIERES

Vendredi 12 janvier, à 21 heures
Centre administratif, place de la Mairie

L'Anarchie en Sorbonne

par Jean MAITRON
Docteur ès Lettres

*

13e REGION

NICE

17 JANVIER, CAFE DE LYON

De l'appropriation privée à la propriété collective

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-2e

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

La réalité Yougoslave (VIII)

Une grande enquête du "Lib" par **Joë LANEN**

Notre reportage touche à sa fin. Malgré la place que nous avons accordée à l'examen de la réalité yougoslave, maints de ses aspects n'ont pas pu être encore évoqués : Le drame du peuple yougoslave, soumis à une oppression très dure et cherchant une voie de salut à travers les mystifications totalitaires, n'a été, entre autres, que partiellement traité. Nous y reviendrons ultérieurement ; que l'on sache, d'ores et déjà, qu'en Yougoslavie, la lutte pour la Liberté a trouvé des partisans.

LE PARTI

Josip Broz Tito est le maître incontesté du Parti Communiste yougoslave. Il détient ce poste depuis 1937, date à laquelle il envoya son prédécesseur Gorkitch faire un pèlerinage à Moscou DONT IL NE REVINT JAMAIS. Ciliga, dans son livre « Au pays du mensonge déconcertant » nous donne de précieux renseignements sur le rôle abject de Tito à l'égard du secrétaire général du Parti et de son compagnon d'armes Mouk, tous deux, de chauds partisans léninistes et hostiles, dans une certaine mesure à la subordination du P. C. Y. aux directives du Kremlin. Pour maintenir sa domination à l'intérieur du Parti, Tito n'hésite pas à exclure et supprimer tous les éléments restés fidèles à Gorkitch ou les concurrents éventuels. Que Tito camoufle ces épurations sanglantes sous le couvert de l'anti-trotzkysme ne nous surprendra pas. Voici comment il formulait les tâches du Parti au cours de la Ve Conférence du P.C.Y. qui eut lieu à Zagreb du 19 au 23 octobre 1940 : « Premièrement, épurer le Parti de tous les éléments étrangers et dangereux et assurer son unité en mobilisant tous les militants du Parti contre la moindre tentative visant à créer des groupes et des fractions ; deuxièmement, raffermir l'organisation du Parti et le rendre apte à devenir effectivement le guide et l'organisateur de la lutte des masses laborieuses ; troisièmement, travailler de toutes ses forces à l'éducation de nouveaux cadres dirigeants, amener des hommes nouveaux aux postes de commande, débarrasser les organisations du Parti des vieux opportunistes et des liquidateurs invétérés ».

Ces déclarations en trois points, de Tito conditionnèrent toute l'activité du P. C. Y. Délaissant momentanément la lutte contre les « tyranneaux locaux » le Parti rentrait dans la phase des épurations énergiques. Le « Prolétaire », organe du Comité Central, dans son numéro du mois de mai 1939, publiait cette décision des dirigeants du Parti : « A cause de leurs agissements subversifs et anti-parti (?), de leur sectarisme, de leurs tentatives de réveiller les luttes fractionnistes au sein du P. C. Y., de semer la confusion dans les rangs du Parti dans le pays et de diffuser de fausses nouvelles de l'étranger, à cause de leurs relations avec les éléments trotzkystes et d'autres éléments suspects, etc... sont exclus du Parti... » Et suivait une liste de dirigeants, pour la plupart issus de la « vieille garde communiste », ou coupables d'avoir entretenu une collusion étroite avec les trotzkystes auxquels ils communiquaient les « secrets » du Parti. Les raisons données pour justifier ces exclusions attirent plusieurs remarques. Tout d'abord, remarquons que Tito et son Comité Central ne péchaient pas par originalité. Nous retrouvons dans son « argumentation » les clichés staliniens du procès de Moscou contre le bloc des droitiers et des trotzkystes. Ce n'est d'ailleurs pas, par hasard, que l'épuration du P. C. Y. ait eu lieu simultanément après l'exécution de Radek et Boukarine. C'est encore un témoignage confirmant l'alignement du Parti yougoslave sur la politique du despote géorgien. Par ailleurs, au travers de ces exclusions, sans interrogatoire des accusés (1) transpire la volonté de maîtriser toute tendance non orthodoxe, de réaliser l' « unité politique et doctrinale » du Parti, artifice suivant lequel tout dictateur légitime les exécutions ou déportations. A l'heure actuelle, le P. C. Y. s'inspire de procédés identiques. Selon Rankovitch, « les mesures que le C.C. du P.C.Y. prit pour épurer le Parti des éléments anti-parti, liquidateurs, parasitaires et fractionnaires étaient justes. Elles permirent à l'organisation du Parti de se développer rapidement » (2). Partant de telles conceptions, résultant de procédés aussi douteux, le P.C.Y. reste fidèle aux objectifs que lui fixait Josip Broz.

LA RUPTURE

La docilité du P. C. Y. à l'égard du Kominform semblait acquise. Tito avait, avant, pendant et après la guerre donné assez de gages pour que le Kremlin soit assuré de ce côté. Alors que nul ne la prévoyait, la résolution du Kominform excluant, de son sein, les représentants yougoslaves, consterna et surprit l'opinion publique mondiale. Il convient de souligner, contrairement à ce que prétendent les dirigeants yougoslaves, que le P. C. Y. fut EXCLU du Kominform. Le terme de rupture est alors impropre. Mais il a sa signification. A mesure que s'affirment les critiques du « Triangle Tito, Djilas, Rankovitch » contre le régime stalinien l'exclusion cède le pas à la rupture sur des bases idéologiques. Pourtant il suffit de se souvenir des suppliques adressées par le Comité Central au bureau d'information, pour convenir que les dirigeants yougoslaves n'ont pas accepté d'un cœur léger, leur mise à l'index par l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Les réponses officielles du P.C.Y. à la résolution du Kominform ne cherchaient qu'à nier les accusations dont il était l'objet. On y chercherait en vain, un point de divergence doctrinale. Il semble bien que Staline ait voulu intimider son élève trop bouillant, ne considérant pas la Yougoslavie irrémédiablement ravée du glacis soviétique. Au cours d'une réunion du Conseil Economique d'Assistance mutuelle des pays de l'Est — organisme officiel destiné à faire pendant à l'O.E.C.E. en Europe Orientale — tenue à Sofia du 25 au 27 août 1949, examinant l'attitude générale des Démocraties populaires à l'égard de la Yougoslavie, les membres du Conseil décidait qu'aucune action offensive, soit diplomatique, soit militaire ne serait engagée contre le maréchal Tito. Et de fait, le Kremlin ne retira ses ambassadeurs que beaucoup plus tard. Pourquoi, alors, dans ces conditions, la « rupture » fut-elle consommée et pourquoi fût-elle possible. Car Tito ne fût pas le seul à vouloir se détacher de la tutelle stalinienne. Un Gomulka en Pologne était bien près, lui aussi, de faire cavalier seul. G. Dimitroff également, de par son projet de Fédération balkanique tentait l'expérience de l'autonomie. Mais pour ces deux hommes, les conditions, tant économiques que politiques n'étaient guère favorables. Politiques surtout. N'oublions pas que la présence de l'armée sur leur territoire, et de bureaucrates staliniens dans leurs administrations, rendaient tout schisme impensable. Pour Tito, la conjoncture fut tout autre, tant par l'éloignement de la Yougoslavie des centres de direction de Moscou, que par le nationalisme échevelé des Serbo-Croates. Djilas a beau gémir sur le blocus économique et regretter les attitudes « inamicales » de l'U.R.S.S. à l'égard du TRIANGLE, il n'en reste pas moins que la rupture a consolidé le régime intérieur de la Yougoslavie. Du point de vue économique, la « rupture » était bénéfique, mais en même temps, soulevait des problèmes d'économie intérieure. Bénéfique, sur le plan des échanges internationaux. Avant la Résolution du Kominform, et même quelque temps après tout commerce extérieur de la Yougoslavie se faisait par l'intermédiaire de l'U.R.S.S. Le blocus économique, s'il ferme à la Yougoslavie les marchés de l'Est, lui ouvre les marchés occidentaux, où elle traite sur pied d'EGALITE. Par ailleurs, l'existence d'une fissure dans le bloc soviétique, pousse les puissances occidentales à aider — dans certains cas sans contrepartie — le régime yougoslave. L'admission rapide de Kardelj à l'O.N.U., alors que Mao ne peut se faire reconnaître, est sympotmatique. Nous disions, la « rupture » pose à la Yougoslavie des problèmes économiques intérieurs épineux. Cela est de toute évidence. L'U.R.S.S. était auparavant, son unique fournisseur d'armement. La production yougoslave pouvait donc se consacrer entièrement au développement de son industrie métallurgique et minière. Présentement, le « blocus » contraint l'industrie yougoslave à produire elle-même, son matériel de guerre. C'est ce qui explique ses difficultés économiques, résultant de la reconversion de la production. Nous n'avons malheureusement pas la place pour développer cet aspect de la question. Nous pensons toutefois en avoir traité l'essentiel.

POLITIQUE DU PARTI

Pour donner un aperçu général de la ligne politique du P.C.Y. nous pensons que le compte rendu d'une entrevue que nous eûmes avec Vida Tomsitch, membre du Comité Central, sera explicite.

Voici les réponses qui furent données au questionnaire que les anarchistes ont rédigé.

L'U.R.S.S. EST-ELLE SOCIALISTE ?

Nous considérons que le socialisme de l'U.R.S.S. est en état de stagnation. Il s'est arrêté à un niveau assez bas de son développement. Tenant compte du niveau assez bas des forces de production ; et tenant compte des possibilités véritables, le socialisme n'est pas assez développé. Les causes « objectives » en sont, l'état arriéré, du point de vue économique, du pays. Aspect « subjectif » : la lutte contre la bureaucratie est insuffisante. « Ils » ont pensé, qu'un peuple arriéré pouvait se diriger par l'administration. « Ils » ne croient pas en la valeur des forces populaires. Ce qui est un trait commun à tous les bureaucrates. La Yougoslavie, au contraire, dirige sa conception du socialisme vers les masses.

EXISTE-T-IL DES DIVERGENCES DE CONCEPTION DU SOCIALISME ENTRE L'U.R.S.S. ET LA YOUGOSLAVIE ?

La conception yougoslave s'inspire des classiques du Marxisme-Léninisme : vers la masse d'abord!

QUELLE EST, SELON VOUS, LA NATURE DE L'IMPERIALISME STALINIEN ?

L'impérialisme a ses lois ; qu'il soit russe ou américain. La politique étrangère de l'U.R.S.S. s'inspire des lois de l'impérialisme : partage du monde en « blocs d'intérêts ». Témoin, les accords entre alliés U.R.S.S. et U.S.A. sur le partage de la Yougoslavie : « fifty-fifty ». Cette politique n'a rien à voir avec une politique socialiste. Toutefois, on ne peut mettre sur pied d'égalité, sur cette question, le capitalisme et l'U.R.S.S.

Du point de vue national yougoslave, il n'existe pas de différence. L'une ou l'autre est dangereuse pour le maintien de la paix.

EN CAS DE CONFLIT QUELLE SERAIT L'ATTITUDE DE LA YOUGOSLAVIE A L'EGARD DE L'U.R.S.S. ? LA NEUTRALITE EST-ELLE CONCEVABLE ?

Il n'y a pas de réponse concrète à cette question. Nous ne désirons pas le conflit. Nous n'attaquerons personne, mais nous défendrons notre indépendance. Nous considérons que le conflit mondial serait un choc entre les impérialismes (Exemple la Corée). Le peuple coréen veut lutter pour son indépendance ; certains profitent de ses aspirations révolutionnaires pour mener leur politique impérialiste. Les Coréens du Sud subissaient un régime antidémocratique, antipopulaire et arriéré. Dans une grande majorité, la sympathie des Coréens va vers l'armée populaire : l'armée nordiste. Nous reconnaissons à tous les peuples le plein droit de lutter pour leur indépendance et leur liberté. Mais nous considérons que ce qui s'est passé en Corée représente un danger pour la Paix mondiale. La Corée du Nord n'aurait pas dû agir comme elle a agi dans une période si critique. Pourquoi le danger de guerre est devenu plus grand ? Parce qu'on a donné à l'Amérique la possibilité de s'armer. Il est à noter que l'U.R.S.S. n'a jamais fait de proposition amicale pour régler l'affaire de Corée.

D'autre part, du point de vue intérieur, l'affaire de Corée n'est pas une révolution. Mais nous regarderons avec beaucoup de sympathie et nous aiderons tous les mouvements libérateurs des colonies pour leur affranchissement du joug capitaliste. Mais nous avons peur que le mouvement libérateur (Indochine par exemple) ne forme une nouvelle « Bulgarie ».

EXISTE-T-IL DES TENDANCES OU FRACTIONS POLITIQUES A L'INTERIEUR DU P.C.Y ? ONT-ELLES LE DROIT D'EXISTENCE ?

a) SI OUI, SONT-ELLES REPRESENTEES A L'ASSEMBLEE NATIONALE ET AUX INSTANCES SUPERIEURES DU PARTI ?

b) QUELS SONT LEURS MOYENS D'EXPRESSION ?

c) LA LIBERTE DE LA PRESSE EST-ELLE RECONNUE PAR LA CONSTITUTION ?

Le P.C.Y. est constitué sur la base des principes du marxisme-léninisme. Les fractions ne sont pas admises. Seule est permise la confrontation des idées.

QUELLE EST L'ATTITUDE DU P.C.Y. A L'EGARD DES MINORITES POLITIQUES BOURGEOISES, TROTSKYSTES, ANARCHISTES, SOCIALISTES AGRARIENS ?

Ces partis existaient avant la guerre. La politique de ces partis pendant l'occupation constituait une pierre de touche des rapports entre notre parti et ceux-ci. Les membres honnêtes, patriotiques, ont fait front commun avec nous contre l'oppresseur. Le reste a servi l'envahisseur. Au début de la guerre les différences entre ces partis et le nôtre se sont distinguées. Une grande partie de la bourgeoisie s'est ralliée à l'envahisseur, a trahi la Patrie. Nous avons vu quels étaient nos amis et nos ennemis. A la Libération, tous les partis étaient permis. Ensuite nous avons fait l'unité de bas en haut, au sein du Front Populaire. Unité conçue non par les chefs, mais par le peuple. Les chefs des autres partis sont restés isolés; les masses ne les suivaient plus.

La question trotskyste n'existait pas sous forme de groupe, avant et après la guerre, à part quelques individualités qui ne représentaient pas un réel danger. Ils ont été épurés ou expulsés, ou ils ont disparu. Les trotskystes sont des bureaucrates pires que les bureaucrates staliniens. Ils se manifestent par une activité spéciale. Nous ne parlons pas des masses qui les suivent... si masse il y a...

(VIDA TOMSITCH NE NOUS A PAS REPONDU SUR LES AUTRES POINTS DE LA QUESTION QUE SONT DEVENUS LES LEADERS ANARCHISTES ET SOCIALISTES AGRARIENS ?

EN 1947 UNE FRACTION POLITIQUE DONT LES LEADERS FURENT ANDRE HEBRANG et STEFAN JOUYOVITCH ETAIT OPPOSEE A LA MAJORITE DU P.C.Y. PRINCIPALEMENT SUR LE PROBLEME DE LA NATIONALISATION DES TERRES. POURQUOI FUT-ELLE COMBATTUE?

QUE SONT DEVENUS LES LEADERS ?

Il n'y eut jamais deux ligues différentes dans le Parti. Le cas d'HEBRANG et JOUYOVITCH ne fut pas un cas de scission. Simplement une affaire de gens envoyés de l'extérieur pour saboter le Parti. Ceux qui suivaient HEBRANG et JOUYOVITCH étaient :

1° Des gens honnêtes qui sont arrivés par la suite à se convaincre que la ligne du Parti était la seule juste.

2° Des éléments au service de forces extérieures, agents du N.K.V.D.: tous jugés et condamnés. Une partie de gens a pu être ramenée à la raison. Mais l'influence qu'ils exerçaient était de faible importance. Ce fut simplement une affaire d'immixtion dans les affaires intérieures de notre Etat, une « soviétisation » de notre administration.

La question de la nationalisation des terres n'était pas posée, par eux, d'une façon sérieuse. La Hongrie, la Bulgarie n'ont pas nationalisé leurs terres.

La commission a prouvé, par la suite, que Hebrang était un agent de l'Etat Croate et de la Gestapo. A la suite de l'enquête on a découvert que sa femme jouait un rôle important dans l'affaire.

Quant à Jouyovitch, il fut plusieurs fois, avant la guerre, en désaccord avec la ligne du Parti. Il organisait des dissidences et des fractions, pour satisfaire ses ambitions. D'après une analyse subjective, nous croyons qu'il s'est mis au service de l'étranger, pour satisfaire ses ambitions personnelles.

COMMENT LE P.C.Y. LUTTE-T-IL CONTRE LA BUREAUCRATIE ? (question posée par un camarade de la « Brigade RENAULT).

Les Russes pensaient pouvoir constituer, en Yougoslavie, un gouvernement satellite de l'U.R.S.S. Leurs informateurs étaient mal renseignés. Notre lutte contre la bureaucratie s'inspire des enseignements de la mauvaise pratique soviétique. Nous avons mené une offensive immédiate, une lutte très large contre la bureaucratie. Nous avons à faire bien attention à l'héritage du passé. Notre lutte contre le bureaucratisme, dans l'appareil d'Etat, les entreprises, etc..., se fait par la décentralisation. Nous sommes guidés par les principes du centralisme démocratique.

Dans les organisations de masse, nous tâchons d'éliminer le professionnalisme, c'est-à-dire que les dirigeants ne soient pas payés par l'organisation. Le peuple a alors le droit de les révoquer plus facilement. Nous avons 5.000 membres du Parti appointés comme fonctionnaires non compris le personnel administratif. Le Parti groupe 500.000 membres. Les mesures les plus fortes contre la bureaucratie sont prises dans l'appareil économique. Elles ont pour fin, pour but, le dépérissement de l'Etat.

QUELS IMPERATIFS ECONOMIQUES ET POLITIQUES ONT AMENE LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A CONFIER LA GESTION DES ENTREPRISES AUX COMITES OUVRIERS ? LA CLASSE OUVRIERE YOUGOSLAVE EST-ELLE MURE POUR PRENDRE EN MAIN L'APPAREIL DE PRODUCTION ? DANS QUELLE MESURE LA « LOI NOUVELLE » CORRECPOND-ELLE A UNE ETAPE VERS LE DEPERISSEMENT DE L'ETAT ?

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES INTERIEURES ?

Nous considérons que la classe ouvrière est mûre pour prendre ses responsabilités dans les conseils d'entreprise. C'est dans la mesure où elle prend ses responsabilités que l'Etat dépérit et accélère la marche vers le socialisme.

Il faut prendre ces mesures, nécessaires dans l'étape transitoire. Ce sont les moyens efficaces pour le dépérissement de l'Etat, et les seules voies pour la nouvelle société communiste. Nous considérons que la dernière attitude de Staline sur le renforcement de l'Etat, notamment en ce qui concerne la linguistique, prouvent que la Russie s'éloigne du dépérissement de l'Etat et glisse vers le révisionnisme.

Nos perspectives intérieures ? : l'édification du socialisme. Donner des possibilités d'initiative à la classe ouvrière pour qu'elle puisse, elle-même, gérer ses affaires. Il y aura des difficultés, énormes. Et pas seulement des difficultés, mais aussi des fautes que nous commettons par-ci, par là.

Les questions qui suivent ont été posées par des camarades trotskystes présents à la délégation. Nous croyons devoir les donner à nos lecteurs, ainsi que les réponses qui y furent faites.

LE P.C.Y. ENTEND-IL DEVENIR UN NOUVEAU POINT DE CRISTALLISATION REVOLUTIONNAIRE ? QUELLES SONT LES RELATIONS DU P.C.Y. AVEC LES MOUVEMENTS OUVRIERS NON-KOMINFORMISTES ?

A la première question, nous ne pouvons répondre. Pour nous, chaque peuple doit lutter séparément pour son indépendance. Nous considérons qu'un nouveau centre, semblable à la 3e Internationale, n'est pas recommandable. Un tel centre, freinerait le mouvement libérateur de chaque peuple. Quant aux mouvements ouvriers, en dehors du Kominform, déjà leur activité pour connaître la vérité yougoslave est suffisante. Quelqu'ils soient, nous ne voulons pas nous placer à leur tête, leur donner des directives remplaçant en cela, le Kominform.

VOUS AVEZ DIT, QUE LE PRINCIPE DE VERITE EST AU-DESSUS DU PRINCIPE DE L'UNITE. QUELLE ETAIT SUR CE SUJET LA POSITION DU P.C.Y. AVANT LA RUPTURE ? DEPUIS, LE P.C.Y. S'EST-IL RENDU COMPTE QU'IL FALLAIT ADOPTER CE PRINCIPE ?

Nous sommes convaincus que l'on ne peut sacrifier la vérité, dans les principes fondamentaux des rapports entre pays socialistes, et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En général, nous pensons aux principes sur lesquels le communisme doit se faire. On ne peut écarter le principe de la suppression de l'exploitation de l'Homme par l'Homme pour une Unité abstraite.

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS LE NATIONALISME DU P.C.Y. ?

Nous ne pouvons répondre à cette question, car il n'y a pas de nationalisme dans le P.C.Y.

DEPUIS LA DISSOLUTION DE LA 3e INTERNATIONALE, IL N'Y A PLUS DE CONTACTS INTERNATIONAUX. Y A-T-IL NECESSITE DE FORMER UNE AUTRE INTERNATIONALE POUR VAINCRE L'ISOLATIONISME DE LA YOUGOSLAVIE ?

Nous voyons une différence entre un mouvement international qui se placerait au-dessus des nations qui les dirigerait, et notre position qui consiste à faire part de nos expériences. Nous croyons à la nécessité de dissoudre les mouvements internationaux, comme Marx le fit avec la 1re Internationale lorsqu'il sentit qu'elle était devenue nocive. Cette question est une question mécanique. La Yougoslavie est entourée de la sympathie des masses progressives et ne peut être isolée.

DANS BEAUCOUP DE PAYS, Y COMPRIS CEUX DU GLACIS, IL Y A DES BRECHES DANS LE STALINISME. IL PEUT SE FORMER DE « NOUVELLES YOUGOSLAVIES », COMMENT COORDONNER CES CONTACTS ? N'Y A-T-IL PAS NECESSITE D'UNE INTERNATIONALE?

Il y a contre cela des raisons objectives et subjectives. Tout ce qui se trouve en dehors des pays du Kominform n'est pas entièrement anti-socialiste. Il y a d'un côté les forces impérialistes et de l'autre les masses progressistes du monde entier. Il faut profiter des divergences entre les impérialismes. Notre politique internationale serait basée sur des rapports amicaux, cordiaux, sur pied d'égalité, dans le respect et l'indépendance nationale de chacun, avec les « nouvelles Yougoslavies ».

Mais nous parlons en fonction des réalités concrètes du présent. Pour le moment la question ne se pose pas : avec qui faire une Internationale (3) ? Quand les problèmes se poseront, suivant les conditions, nous verrons les moyens d'organisation qui découleront automatiquement.

Avant de clore l'entrevue, un camarade plaisantin demanda à Vida ce qu'elle pensait de l'idolâtrie d'un seul chef ? Elle répondit sans rire : « il ne faut pas... »

FIN

(1) Rankovitch dans son rapport au Ve congrès du P.C.Y. signale que : « Seuls les provocateurs et les éléments anti-parti dangereux sont exclus sans interrogatoire » (« Le 5e congrès du P.C.Y. », page 176).
(2) Op. cit. (page 167).
(3) C'est sévère pour la 4e.

DÉFENSE DE L'HOMME

Le numéro de décembre de « Défense de l'Homme » vient de paraître.

Signalons d'intéressantes études de Lacarce, Rhillon, Pascal, Ch.-Aug. Bontemps, et P.-V. Berthier et les habituelles critiques littéraire, théâtrale et cinématographique.

Signalons en outre l'annonce d'un numéro spécial pour janvier.

Et remercions l'animateur de cette sympathique revue, notre vieux camarade Louis Lecoin, de s'être fait l'écho, dans « Défense de l'Homme », de l'appel que nous avons lancé pour que vive « Le Libertaire ».

SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

PEDAGOGIE

S.A.T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.) — **S. GLODEAU** : Une humanité, une langue, 30 fr. (40 fr.). — **G. GIROUD** : Cempuis, 300 fr. (370 fr.); **A. JOUENNE** : Une expérience d'éducation nouvelle, 75 fr. (105 fr.). — **M. MARTINET** : Culture prolétarienne, 200 fr. (230 fr.) — **G. ABDULLAH** : « Les oiseaux » Maisons d'enfants, 260 fr. (290 fr.). — **C. FREINET** : Technique de l'imprimerie à l'école, 20 fr. (30 fr.) ; Page des parents, 20 fr. (30 fr.); La coopération à l'école moderne, 20 fr. (30 fr.) ; Pour le sauvetage des enfants de France, 20 fr. (30 fr.) ; La technique Freinet, 25 fr. (40 fr.) ; Caravanes d'enfants, 20 fr (30 fr.) ; L'éducation du travail, 300 fr. (330 fr.) ; Conseils aux parents, 100 fr. (130 fr.) ; L'école moderne française, 130 fr. (160 fr.). — **Elise FREINET** : Naissance d'une pédagogie populaire, 400 fr. (445 fr.) ; La santé de l'enfant, 130 fr. (160 fr.); Principes d'alimentation, 20 fr. (30 fr.). — **Marie CASSY** : Ecoles de villes, 20 fr. (30 fr.). — **Jean MONBORGNE** : Bilan d'une expérience, 20 fr. (30 fr.). — **J. HUSSON** : Théoriciens et pionniers de l'école nouvelle, 20 fr. (30 fr.) ; L'éducation Decroly, 20 fr. (30 fr.) ; Bakulé, 20 fr. (30 fr.). — **Paul ROBIN**, 20 fr. (30 fr.) ; Les mouvements d'éducation nouvelle ; 20 fr. (30 fr.).

PHOTOS (Cartes postales)

Sébastien FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.). — **Pierre KROPOTKINE**, 20 fr. (35 fr.). — **Camille BERNERI**, 25 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.). — **F. PLANCHE** : Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.) ; Pierre Kropotkine, sa vie, 210 fr. (240 fr.); Durolle, la vie des couteliers, 150 fr. (180 fr.). — **L. LECOIN** : De prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — **SAINTE-BEUVE** : Vie de J.-P. Proudhon, 270 fr. (300 fr.). — **Jules VALLES** : L'enfant, 150 fr. (180 fr.) ; Le bachelier (150 fr. (180 fr.) ; L'insurgé, 125 fr. (155 fr.). — **G. LACAZE-DUTHIERS** : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr); Sous le sceptre d'Anastasie, 250 fr. (280 fr.). — **E. RENAN** : Souvenirs d'enfance, 35 fr. (45 fr.). — **A. KOESTLER, I. SILONE, R. WRIGHT, A. CIDE, L. FISCHER, S. SPENDER** : Le dieu des ténèbres, 480 fr. (525 fr.).

PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

BUCHNER : Force et matière, 240 fr. (285 fr.). — **HAECKEL** : Histoire de la Création, 450 fr. (520 fr.); L'homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 30 fr. (40 fr.). — **R.H. HUXLEY** : Du singe à l'homme, 180 fr. (210 fr.). — **G. MATISSE** : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.). — **A. DODEL** : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — **J. LAMARCK** : Philosophie zoologique, 180 fr. (225 fr.).

SYNDICALISME

F. ROBERT : La S.N.C.F. doit-elle disparaître, 35 fr. (45 fr.). — **JEAN-JACQUES** : Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.). — **J. RENNES** : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — **XXX** : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — **P. BESNARD** : L'ethique du syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; Le monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — **F. PELLOUTIER** : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.). — **E. ROTOT** : Le syndicalime et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — **F.A.** : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — **V. GRIFFUELHES** : Le syndicalisme révolutionnaire, 15 francs (25 francs). — **G. YVETOT** : l'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.).

EDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — **Docteur NAGUIB RIAD** : Le bonheur intime, 390 fr. (435 fr.). — **M. DEVALDES** : La maternité consciente, 75 fr. (105 fr). — **J.-M. LAHY** : Du clan primitif au couple moderne, 75 fr. (105 fr.). — **L. HOBEY** : Morale de l'église et morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — **A. LORULOT** : Education sexuelle et amoureuse de la femme, 200 francs (230 fr.) ; La véritable éducation sexuelle, 300 fr. (345 fr.) ; Morale sexuelle chrétienne ou morale sexuelle libertaire, 30 fr. (40 fr.).

Les pieds dans le plat

Numéro spécial du CRAPOUILLOT

On trouvera côte à côte, dans ce numéro spécial du *Crapouillot* : « Les Pieds dans le plat », les signatures des adversaires les plus irréductibles : Jean Oberlé, de la radio française de Londres, fait vis-à-vis au professeur Louis Rougier, que Pétain envoya en 1940 négocier avec Churchill en cachette du Général de Gaulle, et à Marcel Aymé, véhément défenseur des maréchalistes et des collaborationnistes sincères. Héros des deux guerres, le frénétique « rebelle » Georges Loustaunau-Lacau, retour du camp nazi de Mauthausen, que d'aucuns tiennent pour le plus dangereux des conspirateurs, se présente à côté de Roger Mennevée, célèbre détecteur des sociétés secrètes et contempteur de la fameuse « synarchie ». Le pacifiste Jean Bernier, qui rédigeait pendant l'occupation un pamphlet clandestin d'une particulière virulence, fait pendant à Dominique Ponchardier, l'auteur des « Pavés de l'Enfer », l'un des plus intrépides combattants de la résistance métropolitaine. Enfin André Billy, du *Figaro*, pur homme de lettres, qui refuse tout engagement politique, s'oppose à Alfred Rosmer, de la Révolution Prolétarienne, confident de Trotsky dès 1914 et le premier révolutionnaire français accueilli par Lénine à Moscou après la révolution d'octobre.

Prix, 300 fr. ; franco, 355 fr.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

3ème front et grève patriotique

La « Grève Patriotique » que le Parti Stalinien s'est employé à déclencher le 9 janvier se situe sous le double signe de la stratégie politique et de la trahison ouvrière :

STRATEGIE POLITIQUE, du fait indéniable de l'orientation prosoviétique de ce mouvement : Il s'agit là non de s'opposer au réarmement de l'Allemagne, mais bien à celui de l'Allemagne Occidentale, que l'on qualifie, pour les besoins de la cause, de nazie !

STRATEGIE POLITIQUE, de plus, aisément reconnaissable au caractère spectaculaire et gratuit que l'on a voulu donner à cette action. Il ne s'agissait nullement d'agir contre « la présence, à Paris, du général Eisenhower, le Mac Arthur de l'Europe, commandant en chef des unités militaires nazies intégrées dans les forces atlantiques », mais bien de jouer la carte « les Français sont contre le réarmement de l'Allemagne occidentale, donc ils ne feront jamais la guerre à l'U.R.S.S. », pour influencer indirectement les appréciations qu'Eisenhower portera sur la France, puisqu'aussi bien, ce dernier est venu à Paris, sonder « les reins et les cœurs »...

TRAHISON OUVRIERE, maintenant, par le caractère chauvin donné à cette « grève » : les délégués des Comités d'action s'affirment en effet élus pour « organiser la protestation du peuple parisien contre la présence à Paris du général Eisenhower, commandant en chef des unités militaires nazies qui vont être intégrées dans les forces armées atlantiques et contre l'installation de son état-major à l'hôtel Astoria ». Ils déclarent que « de plus, les Français et les Françaises ne peuvent tolérer qu'un général étranger prenne le commandement des forces armées nationales ».

TRAHISON OUVRIERE, d'autre part, par l'épuisement inconsidéré de ce qu'il peut rester d'énergie disponible chez les ouvriers de ce pays, auquel une telle action contribue : comment veut-on que les travailleurs puissent soutenir avec persévérance un effort revendicatif, si préalablement l'on a usé leurs forces dans des pitreries sans aucune portée sociale ? Voter pour la « Paix », signatures contre la bombe, débrayages pour Henri Martin et « grève patriotique » sont des facteurs de l'apathie ouvrière, que les militants révolutionnaires s'efforcent péniblement de vaincre !

COMMENT FAIRE FRONT A CETTE STRATEGIE POLITIQUE ET A CETTE TRAHISON OUVRIERE ?

LA POSITION 3e FRONT devra être diffusée avec persévérance dans les masses ouvrières ; elle seule peut mettre en lumière le caractère faussement pacifiste des mots d'ordre staliniens :

LA POSITION 3e FRONT, comportant à la fois un aspect de « stratégie révolutionnaire » : la résistance active à l'oppression d'où qu'elle vienne, et un aspect de « Promotion Ouvrière », la revendication à outrance, est seule capable d'offrir aux travailleurs des mots d'ordre valables. Leur propagation devra être la tâche fondamentale des militants ouvriers.

LA POSITION 3e FRONT, donc, doit permettre de regrouper, face aux tentatives totalitaires d'asservissement de la classe ouvrière, tous les travailleurs conscients de la gravité de l'heure,, soucieux de rester lucides et de mener une action qui ait une portée réelle : il faut, partout où c'est possible, s'employer à donner aux protestations diverses qui s'élèvent, un caractère actif. Des actes, mieux que des paroles, sont susceptibles d'entraîner l'adhésion des hommes.

Charles DEVANÇON.

Bataille de l'enseignement

MENACES SUR L'ECOLE LAIQUE

Au début de ce siècle, l'Etat soucieux d'asseoir plus solidement son autorité et pour cela désireux de former de « bons citoyens », réussit à évincer presque complètement l'Eglise de l'Ecole primaire. Mais l'Eglise n'abandonna pas la lutte. Sa patience n'a pas été déçue. A la faveur de la dernière guerre (en date) elle a regagné une partie du terrain perdu. Et la manœuvre commencée sous Vichy se poursuit à l'heure actuelle grâce à l'indifférence — si ce n'est la complicité — d'un Etat soit-disant laïque.

D'aucuns pensent que j'exagère. Les faits qui viennent de se passer à Les Fins, commune du département du Doubs, sont significatifs et parleront peut-être davantage à leur esprit.

En prenant possession de sa classe, en octobre dernier, l'instituteur nouvellement nommé dans cette commune, aperçoit avec stupeur un imposant crucifix fixé au mur au-dessus de son bureau. Notez bien qu'il ne s'agit pas là d'un cas particulier, car environ 200 classes du département du Doubs possèdent le même ornement.

Se souvenant de la circulaire ministérielle du 9 vril 1903 qui précise que « les emblèmes religieux, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits à l'école publique », notre instituteur s'empressa de dépendre le christ et l'enferma au plus profond de son armoire.

« Régner sur l'humanité sans régner sur l'Ecole, il n'y faut pas songer. Pour gouverner les hommes il faut s'emparer de l'Ecole, et seule peut dominer l'humanité, la puissance — temporelle ou spirituelle — qui domine l'enseignement.

« Ainsi s'explique le zèle avec lequel, dès ses débuts dans le monde, l'Eglise s'est appliquée à saisir le monopole de l'enseignement et à le garder. » Nous allons voir l'application de ces principes dégagés par Sébastien Faure :

Mais il ignorait le fanatisme religieux des habitants de cette région. Une page de ce journal ne suffirait pas à énumérer toutes les pressions dont notre ami fut l'objet de la part de la Municipalité et même de la part de certains de ses collègues ; toutes les démarches entreprises par le Maire (fervent P.R.L. et fidèle serviteur de l'Eglise) auprès des autorités académiques et préfectorales et auprès des « représentants du peuple » Pernot et de Moustier (tous deux P.R.L. et le second marquis de surcroît). Apprenez encore qu'une pétition circula dans le village pour obtenir le renvoi de ce « mauvais instituteur » ; qu'une plainte fut portée contre lui pour avoir nettoyé sa moto pendant le passage d'un enterrement (sic).

A la suite de quoi, un article relatant cette affaire et stigmatisant quelque peu cette offense à la laïcité, parut dans *le Comtois*, quotidien régional, Vexés les chouans des Fins passèrent à l'action. Le Maire, suivi de son Conseil municipal au grand complet, envahit l'école et rependit solennellement le christ. Alors l'instituteur déménagea et fit la classe dans le réfectoire de la cantine scolaire.

Les choses en étaient là quand, le 4 décembre 1950, une rencontre eut lieu entre les représentants du Conseil général du Doubs (président marquis de Moustier) et les représentants des organisations laïques (Syndicat et Fédération des Œuvres laïques), en présence du préfet du Doubs (ex-sous-préfet de Châteaubriant en 1942) et de l'Inspecteur d'Académie. L'accord réalisé ne fut qu'un vil marchandage. Le voici tel que l'a publié le Bulletin de la F.E.N. du Doubs (numéro de novembre-décembre 1950) :

« *Recherchant, dans un but d'apaisement, une solution amiable au grave conflit soulevé dans les communes du Haut-Doubs par la présence de crucifix dans les écoles publiques, ont décidé* (*les membres de la « Commission de conciliation »*) *ce qui suit :*

1° *ils acceptent de maintenir momentanément le statu quo ;*

2° *ils recommandent aux municipalités, à chaque nouvelle construction de classe ou chaque réfection importante* (*murs, plâtres, peintures*), *d'appliquer la « neutralité scolaire* ».

Le statu quo, c'est-à-dire que le christ restera dans les classes où il se trouve, aussi longtemps que des réparations importantes ne viendront pas le déplacer. En attendant il est tabou. Une belle raison, d'ailleurs, pour ne procéder à aucune réparation.

A la suite de cet accord, notre ami n'avait plus qu'à s'incliner et à réintégrer sa classe ornée du « fils de Dieu ».

Comme l'avait demandé M. Beslais, directeur de l'enseignement du premier degré, l'affaire s'est arrangée « à l'amiable ». Entre les huiles. Et en violant les plus élémentaires principes de la laïcité.

L'Eglise aussi peut être satisfaite et entanner un *alleluia* d'espoir. Dieu a maintenant sa place à l'école laïque — si on peut encore l'appeler ainsi. Bientôt nous y verrons ses prêtres.

Le Syndicat national, pourtant alerté dès le début de l'affaire, a conclu un marché de dupe. L'accord auquel il a souscrit n'est qu'une illustration supplémentaire de sa faiblesse et de son impuissance. Quand il en était temps encore, le Conseil syndical n'a lancé aucune action de solidarité en faveur de l'instituteur des Fins. Il s'est borné à de platoniques protestations auprès des autorités académiques.

On me signale que l'affaire des Fins ne serait pas réglée définitivement et qu'actuellement des démarches seraient faites par certains députés (Deixonne en particulier) au ministère de l'Education nationale afin d'obtenir l'enlèvement du crucifix de l'Ecole des Fins. Il est plus que douteux qu'elles aboutissent, Le ministre de l'E.N., bien que socialiste, ne fera certainement rien pour soutenir un instituteur en lutte contre l'Eglise. Les élections approchent et il est bon de se ménager quelques électeurs bien pensants.

Ainsi dans l'Enseignement, comme ailleurs, les perspectives sont peu encourageantes — sans parler des misérables conditions matérielles que la préparation guerrière impose à l'école publique. Plus que jamais, les partisans d'une école vraiment laïque, vont avoir à lutter contre le totalitarisme de l'Eglise et de l'Etat.

J. A.

Un militant ouvrier : ALPHONSE MERRHEIM

Le 7 mai 1871 naissait à la Madeleine, près de Lille, Alphonse Merrheim. Dès sa sortie de l'école primaire, il apprend le métier de chaudronnier en cuivre.

1891. Il a vingt ans et organise à Roubaix le syndicat des chaudronniers en cuivre. Il en devient le secrétaire. Ce n'est pas l'époque où tous les chaudronniers sont syndiqués (comme d'autres sont assurés contre l'incendie...). Non, c'est l'époque où l'on est militant syndicaliste dans la profession de chaudronnier. Ils sont une poignée, et c'est cette poignée de militants qui, quatre ans plus tard, en 1895, créera la C.G.T.

Ainsi, pour le militant syndicaliste qu'est Merrheim, l'activité syndicale ne se limite-t-elle pas aux seules revendications du chaudronnier roubaisien, mais vise un objectif plus vaste et plus profond et s'étend à l'ensemble des travailleurs.

Merrheim s'efforce donc de rassembler d'abord localement les salariés des divers métiers. Il y parvient; et ce Comité d'Entente devient bientôt une Bourse dont il sera, en 1892, le secrétaire. Il étend encore son action.

« Sur le plan régional — nous dit E. « Dolléans — Merrheim seconde l'effort « tenté par F. Pelloutier, afin d'organiser « les institutions autonomes et l'action « éducative, permettant aux travailleurs « organisés de devenir des « hommes « fiers et libres ». La « culture de soi-« même », chère à Pelloutier, l'est éga-« lement à Merrheim et l'inspire dans « son existence personnelle et dans son « action syndicale. »

Ainsi, pendant les quatorze premières années de sa vie de militant, Merrheim organise régionalement l'ensemble des forces ouvrières et réalise la fusion entre Fédération du cuivre et Fédération de la métallurgie.

Le départ de Bouchet l'amène à Paris, en 1904. Il y rencontre V. Griffuelhes, Pouget et P. Monatte. « Ce qui nous frappa tous — écrivit Pierre Monatte dans le numéro de novembre 1925 de la *Révolution Prolétarienne* — ce fut le sérieux de Merrheim en présence de sa tâche, sa volonté tranquille d'homme du Nord, afin de se rendre capable de l'accomplir. »

Merrheim comprend que les conflits du travail exigent une connaissance approfondie des rouages des sociétés industrielles. Et Merrheim travaille ainsi dix-huit heures par jour à la Fédération des métaux pour démontrer, pièce par pièce, le mécanisme délicat de la puissance économique adverse. « Mais il faut — écrit-il en 1908 — que l'ouvrier sache, soit renseigné. Ce qui, le plus souvent, paralyse l'action ouvrière, c'est l'ignorance où elle est des moyens d'action du patronat. » Merrheim entend donc instruire ses camarades « pour qu'ils connaissent la vie, les forces et les transformations de leur irréductible adversaire, le capitalisme ». Et, en 1908, paraît ainsi sa brochure : « L'Organisation patronale », qu'il destine à chaque ouvrier métallurgiste.

Nous sommes à l'époque où le syndicalisme traverse une crise qui exprime une absence de foi et de confiance. Et, sans se soucier de ménager quiconque, Merrheim clame : « ... un prolétariat ignorant qui ne sait pas lire, qui ne veut pas lire, ou qui lit des saletés... Des militants qui jouent d'interminables manilles chez des camarades bistrots..., un journalisme ouvrier pourri comme l'autre... » Pierre Monatte le signale également: « Une grande paresse d'esprit... on ne savait plus lire, on buvait le journal et l'hebdomadaire. Cela suffisait à la soif intellectuelle d'alors. »

Paroles de fermeté qui contrastent singulièrement à notre époque où l'on a trop tendance à vouloir ménager chacun pour plaire à tous. C'est en se complaisant dans cette attitude que l'on aboutit à la stagnation, à la médiocrité.

Merrheim entend donc remédier à cette ignorance.

Il précise toutefois que cette éducation ouvrière ne peut se faire exclusivement dans le syndicat ni seulement grâce aux luttes syndicales, mais grâce à l'effort personnel de chaque travailleur, et grâce aussi à la volonté persévérante des militants qui doivent organiser l'éducation ouvrière.

Le 5 janvier 1911, Merrheim écrit dans la *Vie Ouvrière* : « Nous nous trouvons à la veille d'un gigantesque conflit. Les nations y marchent à grands pas, elles s'y préparent fiévreusement. » Il le prévoit avant cinq ans... Il devait éclater trois ans plus tard.

Ce déferlement de brutalités et de haines entraîne les masses dans une inconscience de classe bien propice au chauvinisme qui, de part et d'autre des frontières, ravivera la stupidité des rivalités raciales, Merrheim entend, malgré tout, tenter l'impossible pour rappeler aux travailleurs que « cette guerre, qui ne saurait rien résoudre, n'est pas leur guerre », mais celle d'antagonismes étrangers à la véritable lutte ouvrière.

Avec Bourderon, il se rend à Zimmerwald. Si cette célèbre conférence n'aura su, hélas, mettre un terme à cette « folie sanglante », elle aura, au moins, permis aux délégués allemands et français d'effacer quelque peu une page noire de l'histoire ouvrière qu'inscrivirent les travailleurs français, allemands et anglais en 1914 oublieux de leurs serments et de leurs aspirations communes.

La fin de cette guerre, l'esprit timoré des gouvernements et des classes dirigeantes, offrent au Mouvement Ouvrier l'occasion de prendre une influence décisive sur les destinées du Pays.

Tous les militants, et Merrheim plus qu'aucun autre, se rendent compte qu'ils se trouvent placés devant de grandes responsabilités.

Merrheim voit dans la « classe du travail » l'élément de régénération, mais il comprend que, si elle veut remplir ce rôle, la classe nouvelle doit posséder certaines vertus : la maturité et la capacité (E. Dolléans).

Elle doit surtout — en sachant regarder la réalité en face — savoir porter ses ambitions au delà des satisfactions du ventre, et, le 19 janvier 1919, Merrheim déclare : « Les militants doivent la vérité, toute la vérité à la masse, même si cette vérité doit leur valoir des calomnies et de la haine, beaucoup de haine. Cela importe peu. Rien de grand ne peut s'accomplir qu'en accoutumant les masses à écouter la vérité virile. — Or, la vérité, pour tous ceux qui réfléchissent, c'est qu'il apparaît nettement qu'au malaise profond qui agite les masses, les solutions basées uniquement sur les augmentations de salaire sont inopérantes.

Seule la transformation complète du régime de la production et de la répartition des produits peut apporter un remède efficace et durable.

Nous avons tenu à reproduire cette citation qui, à trente années d'intervalle, a conservé sa valeur, et elle sera notre conclusion, car elle doit susciter chez les jeunes syndiqués l'esprit de ce « syndicalisme militant » que, durant toute sa vie, Merrheim a personnifié.

R. FAVRY.

UN "SYMPATHISANT OBSCUR" VOUS PARLE :

Souhaits d'un jeune de la nouvelle Europe

BONNE année, bonne santé ! Une fois de plus les traditionnels vœux et souhaits (mais quelle corvée, ma chère !) ont été échangés. Pour ne pas faire exception, moi aussi, jeune de l'Europe nouvelle, occidentale et démocratique, je vais donc envoyer vœux et souhaits à quelques-uns de mes compatriotes.

A tout seigneur, tout honneur, je commencerai donc à adresser mes petites politesses aux plus grands, aux plus éclairés, aux responsables de nos destinées, en un mot aux dirigeants. A ceux-ci, je souhaite de tout cœur une bonne année, une bonne santé. Et je pense, moi, jeune de l'Europe nouvelle occidentalement démocratique, que votre année sera bonne, messieurs, car les affaires remarcheront, on fabriquera beaucoup d'armements, il n'est même pas exclu de penser que les fameux tickets réapparaîtront (cela ferait tant de bien au commerce) et avec un peu de chance on aura peut-être la guerre, résultat de tant d'efforts laborieusement poursuivis. Quant à votre santé, messieurs, je n'ai pas non plus d'inquiétude à ce sujet, car je sais que jusqu'à maintenant vous avez très bien su vivre sur notre dos. Somme toute, soyez rassurés, l'année se présente donc bien pour vous.

Seulement, il n'y a pas que vous, il y a les autres, d'abord les gens « aisés », puis plus bas les classes moyennes, ensuite les employés, la classe ouvrière, les économiquement faibles, et aussi une catégorie qui m'intéresse particulièrement, en tant que jeune, la jeunesse.

Car au seuil de cette année, n'oublions pas, jeunes de l'Europe occidentale nouvellement démocratique les grands messieurs cités plus haut pensent beaucoup à nous. Ils viennent de se rappeler miraculeusement que nous existons, car, jusqu'à présent, ils n'y avaient guère pensé, n'est-ce pas, camarades en chômage, n'est-ce pas, copains étudiants qui crevez tout doucement de faim pour pouvoir continuer vos études, n'est-ce pas vous, les campeurs, qui fûtes matraqués, parce que vous revendiquiez de très modestes exigences, n'est-ce pas... mais pourquoi continuer, l'énumération serait trop longue !

Toujours est-il qu'en ce moment « ils » pensent à nous car la guerre approche. Et ils pensent peut-être aussi que nous nous préparons, pas de bon cœur, certes, mais avec ce sens des réalités si typiquement de chez nous, à aller au nouveau casse-pipes, quelques années seulement après la fin de la « dernière » en date.

Eh bien, là, non ! messieurs, non ! Le jeune Européen démocratique nouvellement occidental que je suis n'est pas d'accord. J'ai le regret, la douleur de vous informer, que je ne veux plus marcher, que nous ne voulons plus marcher ! Si je vous affirmais qu'au lieu de penser à l'Alsace-Lorraine comme nos pères, nous pensons, à la manière d'échapper au nouveau massacre, vous ne me croiriez pas, et pourtant c'est la tragique réalité, cette ingrate jeunesse en est là ! Si je vous disais aussi que les gars de 39; si décriés par ceux de « 14 », lesquels estimaient que ceux-ci n'avaient pas bien fait leur « boulot » (que voulez-vous, chacun son tour, c'est normal, bon dieu !) si je vous criais que ces soldats paraîtront des combattants d'élite auprès des futurs « guerriers « que nous sommes, vous ne me croirez pas non plus, et pourtant, pour la plus grande partie d'entre nous, c'est la vérité !

Vous me rétorquerez sans doute qu'on ne nous demandera pas notre avis quand viendra l'heure du gendarme avec sa convocation et ses moustaches, bien sûr, mais nous vous le donnons tout de même, notre avis, ça soulage, si ça ne peut faire rien d'autre. Et, en tout cas, soyez assurés que je ferai tout mon possible, quant à moi, jeune de la démocratie occidentale nouvellement européenne, pour me planquer, pour m' « embusquer » pour « déserter » ! (je vous laisse le choix du mot).

Mais je vous vois sourire, car vous pensez à notre faiblesse et vous vous dites : « parle toujours, mon bonhomme, quand la guerre viendra, tu feras comme les autres, tu marcheras ! ».

Evidemment, je ne suis pas encore assez naïf ou vantard pour croire qu'inéluctablement, je pourrai me soustraire au massacre et il se peut très bien qu'en fin de compte, l'auteur de ces lignes s'y retrouve en première ! Non, ce que je voulais vous dire, c'est tout simplement notre immense volonté de mettre tout en œuvre contre la guerre et notre départ. En un mot, je voulais vous parler de notre moral ! « Tu es donc un lâche, me direz-vous, tu fuis tes responsabilités, tu as peur, quoi ! ». Eh bien, oui, j'ai peur, messieurs, nous voulons encore vivre, entiers, si possible, et cela pendant encore quelques années. Comme vous le voyez, nous sommes exigeants, que voulez-vous, nous sommes jeunes !...

Dernier argument massue, vous me traiterez de communiste ! Là, soyez contents, car, si je suis contre la guerre U.S.S. je suis également contre la guerre U.R.S.S. Et c'est pour cela que je lance un appel désespéré à tous les jeunes, mes frangins : NE CHOISISSEZ PAS, LES COPAINS ! soyez contre la guerre tout court. Nous sommes divisés, hélas, nous avons nos opinions propres, mais je sais que devant le danger mortel qui nous menace, nous devons nous unir le plus possible contre l'idée même de ce fléau. Nous n'avons pas la prétention d'empêcher le fléau par notre seule volonté, mais nous devons tout de même tout tenter et ce n'est pas qu'avec une pétition contre UNE bombe atomique, croyez-moi, camarades communistes, que nous devons lutter. Il y a aussi cette lutte verbale, qui doit être incessante, contre toute approbation d'un ou de l'autre camp, contre tout « choix » car, une fois que le « choix » est fait, c'est un pas de plus vers le conflit ! Car ils veulent nous faire « choisir » une propagande savamment orchestrée s'y emploie sans relâche, et en particulier, cette préparation psychologique qui vu du « Reader's Digest » aux « Lettres Françaises » tout cela afin d'entraîner le plus grand nombre d'entre nous dans chacun des deux camps.

Eh bien moi, messieurs, je n'ai pas le « courage » de « choisir », quitte à me faire traiter de « fasciste » par les supporters de Joseph, ou « de communiste » par ceux qui, pour lutter contre ce même communisme, n'hésiteront pas à s'allier au sinistre Franco, à réarmer l'Allemagne et le Japon en se servant particulièrement des cadres ex-fascistes de ces deux pays. Je ne parle pas du peuple, car lui, qu'il soit allemand ou japonais, est également contre la guerre.

Donc, je regrette, nous regrettons, messieurs les présidents, les magnats, les généraux, les marchands de canons, messieurs les Français de « bon sens » qui lisez « L'Aurore » ou « Le Figaro », nous regrettons beaucoup, mais nous ne voulons pas choisir, nous ne voulons pas nous battre, nous ne sommes plus patriotes comme vous, tout se perd !

Pour finir, donc, je vous adresse mes vœux à tous, jeunes, mes copains, à vous tous qui êtes de bonne volonté, à vous tous, que vous soyez anarchistes, socialistes, trotskystes, chrétiens, et même à vous, camarades communistes, à vous tous qui êtes sincères, propres, même quand vous vous trompez, quand nous nous trompons, car nous voulons vivre, nous nous fichons de toutes les chapelles, mais nous voulons encore travailler, chanter, camper ensemble !

A eux tous, je souhaite donc une bonne année, malgré vous, messieurs les éclairés, une bonne santé, malgré vous, et cela de la part d'un jeune, pauvre type d'Européen, nouveau, démocratique, occidental et tout...

Christian LAGUE.

Un objectif étudiant :

FAIRE FRONT AU RACISME

LES petits Messieurs des Brulôts réactionnaires « Aspects de la France », « Liberté du peuple » et « Contre-révolution », ont choisi le Boul' Mich' pour y diffuser leurs journaux, n'hésitant pas à recourir à la violence pour empêcher la presse étudiante de se manifester.

Spontanément, des étudiants de toutes tendances se sont groupés pour affirmer leur volonté de ne pas tolérer ces méthodes fascistes. Un Cartel d'action s'est constitué, ayant pour but de défendre la liberté d'expression et de mobiliser toutes les énergies dans un FRONT unique. Les étudiants anarchistes sont représentés à ce cartel.

Les libertés universitaires doivent être défendues par les étudiants eux-mêmes. Sans cesse elles sont remises en question par la réaction. Espérons que tous les étudiants sauront comprendre le danger.

Pierre HEM.

N.-B.: Les camarades étudiants sont priés de s'adresser d'urgence à la permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10).

REDACTION-ADMINISTRATION

Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy Paris-10e C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

Vendredi 19 janvier

Salle Susset

206, quai de Valmy-Xe

Métro : Jaurès

Le Groupe SPARTACUS

Compagnie d'Art Dramatique des Auberges de la Jeunesse

présenteront

L'HOMME ET SA LIBERTE

de Chris Market

En lever de rideau

LA FOIRE DU TRONE

Place : prix unique : 120 fr.

Billets, 13 bis, rue Jean-Dollent et à l'entrée

VERS LA GRÈVE des transports parisiens ?

DÈS le début de décembre, les camarades de la base des transports parisiens faisaient pression sur les Syndicats pour le déclenchement d'une action revendicative. Il était même question d'un arrêt du travail portant sur la période du 25 décembre au 1er janvier, ce qui aurait été éminemment efficace. Certains allaient même jusqu'à envisager la possibilité d'une action gestionnaire !

Or, plus d'un mois s'est écoulé avant que les directions syndicales réagissent : le 8 janvier, à l'issue d'une réunion à laquelle assistaient les représentants de toutes les centrales, C.G.T., C.F.T.C., F.O., autonomes « traction et ferré », indépendants, le communiqué suivant a été publié :

Toutes les organisations syndicales de la R.A.T.P. (*métro et autobus*) *: exécution, maîtrise et cadres, réunies le 8 janvier 1951, communiquent :*

« 1° *Qu'elles sont d'accord pour exiger une revalorisation des salaires des agents de la R.A.T.P. permettant de retrouver une rémunération correspondant à celle des travailleurs des services publics, auxquels ils ont été assimilés pendant dix-sept ans.*

2° *Elles affirment leur volonté d'obtenir satisfaction par tous les moyens et s'engagent à demander à leurs adhérents d'entreprendre une action commune.* »

Le 8, des débrayages de durée limitée avaient eu lieu dans une dizaine de dépôts...

Que faut-il espérer de ce mouvement ? Il nous est difficile de nous prononcer avant de savoir sur quelles bases l'action sera engagée.

LERINS.

HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE

par J. MAITRON

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE sera éditée par S.U.D. E.L. si le nombre de souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951.

Les souscriptions seront reçues dès maintenant au siège de notre organisation.

Prix de souscription : 1.050 francs dont 600 francs à la souscription ; 450 fr. à la parution.

Après parution le prix sera porté à 1.250 francs.

Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 fr. ou de 1.050 fr. (le prix du volume), à notre C.C.P. (Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy, Paris-10e. C.C.P. 50-2-44).

FESTIVAL FRANCO-ESPAGNOL

VARIETES ET BAL

Le 27 janvier 1951

Salle des Sociétés Savantes

Rue Danton. Métro Odéon

Entrée : 150 francs.

Organisé par la Région Andalouse C.N.T.A.-A.I.T. au bénéfice de S.I.A. en faveur des enfants malheureux, malades et hospitalisés.